



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique
N° 138 – 1^{er} trimestre 2009

SOMMAIRE

1. Synthèse de la conjoncture à Mayotte	4
<i>Le contexte international et national</i>	4
<i>La conjoncture à Mayotte</i>	5
2. Annexes statistiques	12
<i>Note méthodologique</i>	12
<i>Les secteurs d'activité : résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM et données quantitatives</i>	13
<i>Vue d'ensemble</i>	13
<i>Agriculture et aquaculture</i>	14
<i>Industrie agroalimentaire</i>	15
<i>Autres Industries</i>	18
<i>Construction</i>	20
<i>Commerce</i>	22
<i>Services marchands</i>	24
<i>Hôtellerie et Tourisme</i>	26
<i>Les entreprises</i>	27
<i>Investissement</i>	27
<i>Financement</i>	27
<i>Vulnérabilité financière</i>	28
<i>Les ménages</i>	29
<i>Consommation</i>	29
<i>Investissement immobilier</i>	30
<i>Vulnérabilité financière</i>	31
<i>Sélection d'indicateurs macro-économiques</i>	32
<i>Marché de l'emploi</i>	32
<i>Prix à la consommation, salaires et revenus</i>	32
<i>Commerce extérieur</i>	33
<i>Transports</i>	34
Liste des publications	35

SYNTHÈSE DE LA CONJONCTURE À MAYOTTE

1. Le contexte international et national

Poursuite du recul de l'activité et faiblesse de l'inflation

La dégradation de la conjoncture mondiale s'est poursuivie au premier trimestre 2009 et la plupart des économies des pays développés sont maintenant en récession (qui correspond à deux trimestres consécutifs de recul de l'activité). Le recul corrélatif du commerce mondial a pesé sur l'activité des pays émergents, qui a continué à ralentir.

La consommation est restée mal orientée malgré le recul important de l'inflation. Les effets négatifs de la crise, tels que la montée des taux de chômage et les effets de richesse négatifs (liés à l'immobilier et aux marchés boursiers), ont incité les ménages à poursuivre leurs ajustements en privilégiant le désendettement et la constitution d'une épargne de précaution. Les investissements sont très touchés par l'absence de perspectives de reprise à court terme.

La hausse du niveau des prix a atteint des valeurs historiquement basses : le glissement annuel très faible de l'inflation est le résultat d'une forte baisse des prix des matières premières, principalement du pétrole, d'une sous-utilisation des capacités de production et d'une demande particulièrement faible. On note cependant une certaine reprise des cours mondiaux des matières premières sur la fin du trimestre.

* * *

Aux **Etats-Unis**, l'activité se replie pour le troisième trimestre consécutif. Selon les estimations provisoires, le PIB du premier trimestre a diminué de 6,1 % en rythme annualisé¹, après -6,3 % au 4^{ème} trimestre 2008. Cette baisse plus importante qu'anticipé provient de la très forte contraction des stocks et de la chute de la FBCF. En revanche, la consommation privée a été plus robuste que prévu (+2,2 % en rythme annuel) et, si les exportations nettes de biens et services se sont contractées pour le second trimestre consécutif (notamment sous l'effet d'une légère appréciation du dollar), la contribution du commerce extérieur à la croissance a été positive. Le trimestre a été marqué par une diminution de la dépense publique (-3,9 %), pour la première fois depuis la crise financière. Le marché du travail a continué de se détériorer et le taux de chômage s'est rapproché des niveaux constatés dans la zone euro (8,9 % en avril). Pour la première fois depuis 1955, l'IPC est en recul sur un an (-0,4 % en mars 2009, -0,7 % en avril), mais cette baisse résulte essentiellement du fléchissement des prix des matières premières (hors alimentation et énergie, le glissement annuel reste aux alentours de 2 %). Le 29 avril 2009, la Réserve Fédérale a laissé inchangé son taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %.

Le **Japon** a enregistré une nouvelle baisse de son PIB, de 4 % soit la plus forte contraction de son histoire (après -3,8 % au dernier trimestre de 2008). L'archipel a été pénalisé par la chute de la demande mondiale qui a entraîné un recul de 26 % de ses exportations, secteur clé de son économie. L'ensemble des composantes de la demande interne a été mal orienté, notamment la FBCF (-7,7 % après -3,9 %). L'évolution des prix a continué de fléchir (glissement annuel de l'IPC de -0,3 % en mars après 0 % en décembre). La Banque du Japon a laissé inchangé son taux objectif, autour de 0,1 %.

Le **Royaume-Uni** a enregistré un troisième recul consécutif de son PIB. Ce repli, plus marqué que les précédents (-1,9 % en glissement trimestriel, après -1,6 % au 4^{ème} trimestre 2008) et plus important que prévu, est dû à une contraction sans précédent de l'activité manufacturière. L'inflation s'est ralentie en mars (2,9 % après 5,2 % en septembre) et la tendance baissière des prix des logements s'est poursuivie. La dépréciation sensible de la livre sterling pourrait jouer en faveur des exportations. Le 5 mars, la Banque d'Angleterre a abaissé son taux directeur à 0,5 % et a annoncé un programme d'achat d'actifs bancaires en livres sterling.

La **zone euro** est toujours en récession : elle enregistre un nouveau trimestre de contraction du PIB (-2,5 %, après -1,6 % au 4^{ème} trimestre 2008). La production industrielle a chuté de manière brutale (-20,2 % en mars 2009 sur un an), particulièrement pour les segments des biens intermédiaires, des biens d'investissement et des biens de consommations durables. Si les pays de la zone ne subissent pas le même degré de contraction de leur activité, ils sont cependant tous en récession, à l'exception de Chypre et de la Grèce. Le taux d'inflation est de 0,6 % sur un an (contre 3,3 % un an auparavant) mais ce repli global recouvre des situations très contrastées (de -0,7 % pour l'Irlande à 4 % pour Malte) ; cette évolution est essentiellement due aux prix de l'énergie puisque le taux d'inflation sous-jacente progresse de 1,6 %.

1 Soit en rythme trimestriel, -1,6 % au dernier trimestre 2008 et premier trimestre 2009.

Le taux de chômage s'est légèrement dégradé (8,9 % en mars après 8,7 % en février et 7,2 % en mars 2008). Depuis le début de l'année 2009, la BCE a procédé à quatre baisses successives de ses taux directeurs, établissant son taux principal de refinancement à 1 % en mai.

La **France** est entrée en récession, avec un deuxième trimestre consécutif de baisse de son PIB (-1,2 % après -1,5 %). Elle est le pays de la zone euro dont le recul de l'activité a été le plus modéré. Si les dépenses de consommation des ménages maintiennent leur progression (+0,2 %), l'investissement total a connu un nouveau recul (-2,3 % après -2,4 %) et les variations de stocks ont encore pesé fortement (contribuant pour -0,8 point à la baisse du PIB). La chute du volume des échanges extérieurs se poursuit, mais le commerce extérieur a eu une contribution nulle sur la croissance du trimestre. Le marché du travail a continué de se dégrader dans l'ensemble des secteurs marchands, à l'exception de la construction, avec la destruction de 138 100 emplois au cours du premier trimestre, touchant particulièrement les emplois intérimaires. L'inflation progresse légèrement en avril (+0,2 %) mais elle enregistre un glissement annuel historiquement bas à 0,1 % (il faut remonter à 1957 pour avoir une inflation annuelle aussi basse) notamment du fait d'une baisse des prix des produits manufacturés (liés à la baisse des prix des automobiles neuves) et des prix de l'énergie².

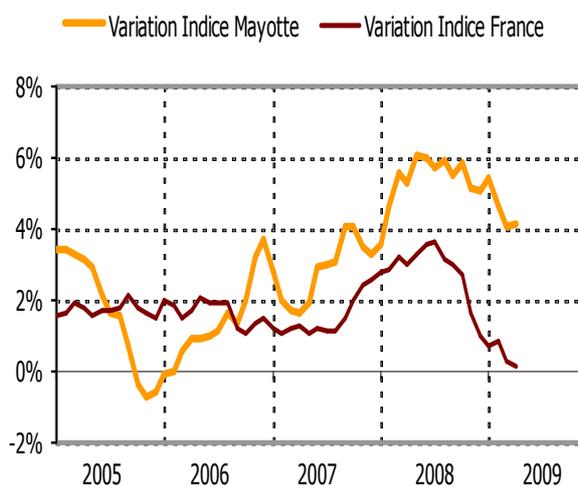
Enfin, le ralentissement de la croissance observé dans les **économies émergentes** s'est légèrement atténué au cours du premier trimestre, notamment en liaison avec une diminution de la contraction des échanges. En Chine, si l'évolution annuelle du PIB a été modérée (6,1 % après 6,8 % en rythme annuel³), les mesures de relance et la politique monétaire mises en œuvre par les autorités semblent avoir joué favorablement sur les facteurs nécessaires à une reprise de la croissance : la FBCF a augmenté sur le premier trimestre de 30 % dans les zones urbaines, la consommation intérieure a relativement bien résisté⁴ et les crédits consentis à l'économie ont progressé de 30 % sur un an. En Amérique latine, l'activité a été faible, avec notamment une production industrielle qui a continué de diminuer (de -1,5 % en Argentine à -13,3 % au Brésil). En outre, les taux d'inflation ont été négatifs en Chine (-1,2 % en mars en glissement annuel), tandis qu'ils demeuraient à des niveaux élevés en Amérique latine en dépit de la chute de l'activité dans cette zone (autour de 5 – 7 % de baisse).

2. La conjoncture à Mayotte

Léger ralentissement de l'inflation au 1^{er} trimestre 2009

Le léger ralentissement de l'indice général des prix à la consommation constaté en décembre 2008 se confirme au 1^{er} trimestre 2009. D'après les statistiques établies par l'antenne INSEE, les prix à Mayotte ont évolué de +0,2 % entre décembre 2008 et mars 2009 contre +0,7 % le trimestre précédent. Les prix des postes « produits alimentaires et boissons », « services aux ménages » et « produits manufacturés » enregistrent des hausses respectives de +0,7 %, +0,1 % et +0,7 %. Concernant la hausse des prix des produits alimentaires, les produits céréaliers (+5,9 %) et les produits frais (+1,6 %) ont le plus contribué à ce renchérissement des prix, alors que les prix du poste « viande et volailles » ont nettement ralenti (-1,4 %). Les prix du poste « énergie » ont baissé au 1^{er} trimestre 2009 de 3,1 %, essentiellement en raison de la baisse du prix de gaz.

Indice des prix à la consommation
(Variations en glissement annuel)



Source : INSEE

² L'indicateur d'inflation sous-jacente est de 1,6 %.

³ Soit, en rythme trimestriel, une croissance de 1,5 % après 1,7 %

⁴ L'indice mensuel de confiance des consommateurs a légèrement diminué entre décembre et mars (passant de 88 à 86), mais les ventes au détail de biens de consommation ont progressé de 15 % au premier trimestre, en rythme annuel (source : National Bureau of Statistics of China).

En glissement annuel, les prix des postes « tabac » et « produits alimentaires et boissons » affichent des progressions importantes (+ 13,3 % et + 9,8 %), avec notamment des augmentations respectives de 17 % et 20,8 % pour les « produits céréaliers » et les « produits frais ». Les postes « énergie » et « services aux ménages » évoluent quant à eux de + 1,7 % et + 3,6 %. Seuls les « produits manufacturés » voient leurs prix se stabiliser.

Pour ce trimestre, la légère progression de l'indice général des prix à la consommation à Mayotte est comparable à celle de la zone « France entière » (métropole + DOM), qui s'élève également à + 0,2 %. En glissement annuel, entre mars 2008 et mars 2009, l'indice général des prix à la consommation a augmenté plus rapidement à Mayotte (+ 4,0 %) que dans la zone « métropole + DOM » (+ 0,3 %). Toutefois, une baisse du niveau de l'inflation à Mayotte est perceptible depuis le mois de septembre 2008 et l'indice des prix à la consommation au premier trimestre 2009 retrouve le niveau qu'il avait atteint en fin d'année 2007.

Balance commerciale toujours déficitaire

Au 1^{er} trimestre 2009, les importations ont baissé pour le 2^e trimestre consécutif, atteignant en valeur plus de 74 millions d'euros, soit une baisse de 14 % par rapport au précédent trimestre et de 17,2 % par rapport au 1^{er} trimestre 2008.

Les exportations, dont la valeur est structurellement faible (1,2 million d'euros), enregistrent un léger fléchissement au 1^{er} trimestre 2009 avec - 3 % de baisse par rapport au précédent trimestre. Toutefois, sur un an, elles restent orientées à la hausse (+ 8 %).

La balance commerciale reste largement déficitaire, ce trimestre avec un taux de couverture des importations par les exportations de 1,6 % seulement. La baisse du niveau des importations permet cependant de dégager une relative amélioration du ratio de couverture par rapport au précédent trimestre (1,5 % au dernier trimestre 2008).

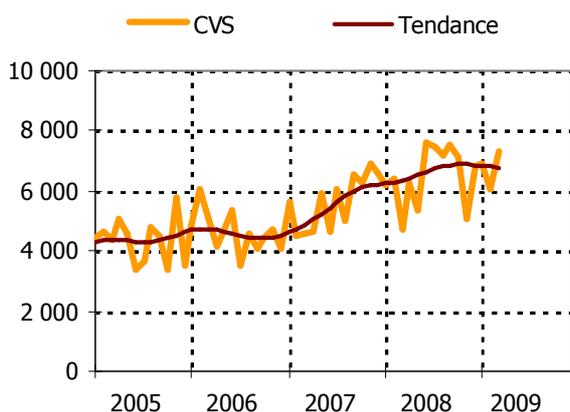
La consommation des ménages, tout comme l'investissement des entreprises, marquent le pas au 1^{er} trimestre 2009.

La consommation des ménages enregistre pour le deuxième trimestre consécutif des indicateurs en net recul.

En valeur, les importations de biens d'équipement ménager ont baissé de 43 % au 1^{er} trimestre 2009, après une baisse de 44 % au précédent trimestre. En glissement annuel, la variation se situe à - 60 %. Les importations de produits textiles et de produits alimentaires connaissent également des baisses marquées, respectivement de 16 % et de 14 %. Si, par rapport au 1^{er} trimestre 2008, les importations de produits alimentaires présentent une hausse substantielle (+ 19,7 %), néanmoins, sur la base des données corrigées des variations saisonnières, la tendance des trois derniers trimestres affiche une stabilité, après un an et demi de progression continue jusqu'à l'été 2008. Indicateur complémentaire de la consommation des ménages, les ventes de véhicules de tourisme neufs sont affectées par une baisse de 17 % sur le trimestre et de 30 % en glissement annuel. En tendance, la vente des véhicules de tourisme est nettement orientée à la baisse depuis un an.

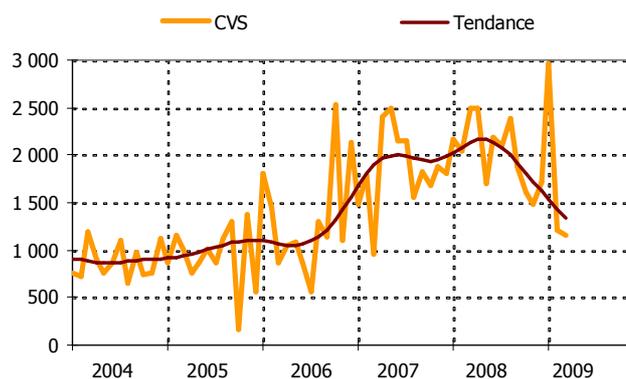
Concernant les entreprises, les données douanières font état d'une augmentation des importations de biens d'équipement professionnel de 9 % sur le trimestre, rattrapant partiellement la baisse de 22 % enregistrée le trimestre précédent. En glissement annuel, ces importations enregistrent cependant une chute de 55 %. Après correction des variations saisonnières, la tendance des importations n'est plus orientée favorablement, redescendant aux niveaux atteints deux ans auparavant. Il en va de même pour les ventes de véhicules utilitaires, qui ont été divisées de près de moitié, avec 38 unités vendues au 1^{er} trimestre 2009, soit un recul de 35 % sur un an. Les courbes de tendance des deux indicateurs « importations de biens d'équipement » et « ventes de véhicules utilitaires » suivent une trajectoire similaire à la baisse.

Importations de produits alimentaires
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Importations de biens d'équipement professionnel
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Des encours de crédits toujours en croissance, toutefois sur un rythme nettement ralenti

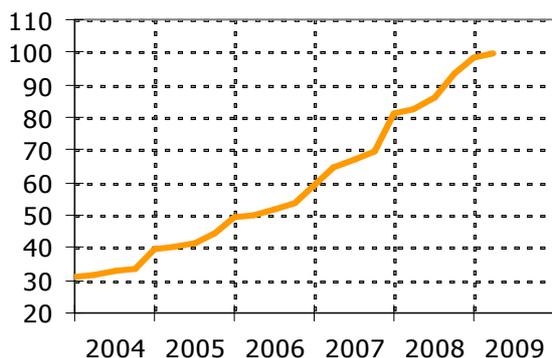
Les concours bancaires consentis par l'ensemble des établissements de crédit, implantés ou non à Mayotte, ont crû de 2,5 % au premier trimestre 2009, après une progression de 2,2 % le trimestre précédent. A l'exception notable des crédits d'investissement aux entreprises (+ 7,5 %, avec un flux net de 12 millions d'euros), et même si la croissance des encours de crédit reste notable en glissement annuel (+ 18 % pour les établissements locaux et + 19 % pour les établissements non installés), toutes les catégories de concours connaissent un net ralentissement de croissance depuis un semestre comparativement aux performances enregistrées tout au long de l'année 2007 et du premier semestre 2008.

Ce ralentissement est plus sensible pour les établissements locaux (473 millions d'euros d'encours, soit + 1,7 % sur le premier trimestre 2009) que pour les établissements hors zone (245 millions d'euros, soit + 4,1 %). La hausse globale de 2,5 % est avant tout tirée par les engagements sur les collectivités locales (+ 10 %), alors que les ménages (+0,9 %) et surtout les entreprises (+0,1 %) enregistrent une quasi-stagnation de leurs financements.

Les entreprises voient leurs engagements vis-à-vis du secteur bancaire local se stabiliser (+ 0,7 % ce trimestre, contre + 7,4 % le trimestre précédent), ce qui résulte de deux flux opposés : un recul des crédits d'exploitation de 10 millions d'euros (soit - 16 % sur le trimestre) contre une progression soutenue des crédits d'investissement (+ 7,8 %). Concernant les ménages, les encours locaux de crédit à l'habitat continuent d'augmenter (+1,1 %), mais perdent près de 5 points de croissance par rapport au trimestre précédent (+ 6 %). Les crédits à la consommation qui leur sont consentis suivent la même tendance (+ 0,9 % ce trimestre contre + 4,7 % à la fin du dernier trimestre 2008).

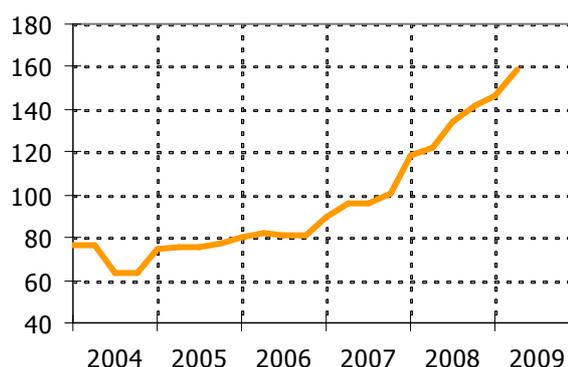
L'activité des établissements de crédit non implantés sur Mayotte, principalement orientée vers le financement des collectivités locales (60 % du total) et des entreprises (22 %, dont plus de la moitié en crédits de promotion immobilière), a maintenu un niveau de progression de 4,1 % exclusivement tirée par les collectivités locales (+ 7,9 %), notamment en crédits d'investissement (+ 9,5 %, soit un flux net de 9 millions d'euros).

Encours bancaires des crédits à l'habitat, contractés auprès de l'ensemble des établissements de crédit
(en millions d'euros)



Source : IEDOM

Encours bancaires des crédits à l'équipement, contractés auprès de l'ensemble des établissements de crédit
(en millions d'euros)



Source : IEDOM

Une faible sinistralité financière, mais certains indicateurs de vulnérabilité affichent les premiers signes de dégradation

On assiste au 1^{er} trimestre 2009 à une progression contenue du volume des créances douteuses déclarées par les établissements de crédit (+ 1,9 % sur un trimestre), le taux de créances douteuses demeurant à un niveau significativement bas sur l'ensemble de la Collectivité (3 % des encours sains) comparativement aux autres géographies ultramarines.

Concernant **les ménages**, les établissements de crédit locaux enregistrent toutefois une **augmentation du volume de leurs créances douteuses nettes** (+ 3 %), qui atteignent désormais 4,26 millions d'euros. Le ratio des créances douteuses est resté stable sur le trimestre et s'établit à 2 % du total des crédits accordés aux ménages. Le nombre d'incidents de paiement enregistrés au Fichiers central des chèques (FCC) de la Banque de France est également en hausse (+4,7 %), tout comme le nombre de personnes physiques déclarées en interdiction bancaire (+ 5,8 %, soit au total 1 558 personnes à Mayotte).

Concernant **les entreprises**, leur volume de créances douteuses nettes, avec un total de 6,8 millions d'euros, a légèrement diminué de 1,4 % au 1^{er} trimestre. Mais, comme pour les ménages, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire a progressé de 11 % en un trimestre (soit un solde supplémentaire de 15 entreprises). Autre signe de tensions de trésorerie croissantes : les incidents de paiement sur effets de commerce des entreprises mahoraises se sont accrus de 35 % en montant sur le premier trimestre 2009, s'élevant à près de 5 millions d'euros, soit une hausse de près de 80 %. Ils concernent une centaine d'entreprises. C'est dans les secteurs de la construction et du commerce que ces hausses trimestrielles ont été les plus importantes (respectivement + 36 % et 67 % sur le trimestre).

Les évolutions sectorielles et les résultats de l'enquête de conjoncture

Les résultats de l'enquête de conjoncture portant sur le 1^{er} trimestre 2009, à laquelle ont participé 74 chefs d'entreprises employant au total 3 574 personnes, confirment la perception d'un ralentissement de l'activité économique à Mayotte, nettement installée depuis le 3^e trimestre 2008. La dégradation du courant d'affaires continue de se dégrader dans la quasi-totalité des secteurs pour le troisième trimestre consécutif. Aux exceptions notables d'une amélioration de la situation de trésorerie concomitante à une amélioration ressentie des délais de paiement⁵ (qui peuvent s'expliquer par les efforts de recouvrement de leurs créances par les entreprises, notamment auprès des collectivités locales), la morosité de l'activité conduit à des opinions plutôt tournées vers le pessimisme au niveau des effectifs, des prix et de intentions d'investissement.

⁵ Le panel de l'échantillon de l'enquête compte les principales entreprises de l'île. La dégradation des indicateurs de trésorerie évoquée dans le chapitre précédent touche essentiellement les très petites entreprises (TPE).

Ralentissement de l'activité dans le secteur du commerce

Après avoir bénéficié d'une conjoncture favorable ininterrompue pendant plus de trois ans, les professionnels du secteur du commerce font état d'une nouvelle diminution de leur courant d'affaires au 1^{er} trimestre 2009, pour le deuxième trimestre consécutif. Malgré ce climat défavorable, le niveau de leurs embauches n'a pas été affecté, et cette branche professionnelle anticipe même une légère hausse de l'activité au second trimestre, probablement liée à la période des grands mariages.

Repli du volume d'affaires dans le secteur du BTP

Un des moteurs principaux de l'économie mahoraise, le secteur du BTP souffre d'une baisse d'activité, ressentie depuis trois trimestres consécutifs, qui se concrétise par la réduction d'effectifs, touchant le plus souvent des emplois saisonniers régis sous la forme de « contrats de chantier ». La baisse tendancielle des importations de ciment sur les quatre derniers trimestres (données CVS) tend à confirmer cette situation.

Tant au niveau des travaux publics que du bâtiment, les carnets de commande peinent à se reconstituer, malgré les importants besoins d'infrastructures et de logements dans la Collectivité. Le dernier chantier public d'envergure, le 2^{ème} quai du port de Longoni, a été achevé en mars 2009 et la programmation de nouveaux travaux tarde à se mettre en place.

Pour ce qui concerne l'immobilier, un certain attentisme règne, alors que quelques gros chantiers de promotions (privées) rencontrent des difficultés d'achèvement. Ce climat d'incertitude sur les projets de défiscalisation est renforcé par les difficultés économiques enregistrées au niveau hexagonal et une plus grande sélectivité en matière de financement. Ces mêmes causes inquiètent les professionnels du bâtiment sur l'investissement immobilier des entreprises. L'activité immobilière se développe en revanche sur les petites promotions individuelles, les ventes de matériaux de construction à destination des artisans et des particuliers se stabilisant à un niveau satisfaisant.

L'indice général des prix du bâtiment à Mayotte (Indice BTM01), qui reflète l'évolution du coût de la construction localement (coût de la main d'œuvre, prix des matières premières, de l'énergie, du transport...etc.), est resté relativement stable au 1^{er} trimestre 2009 : il n'a augmenté que de 0,71 % par rapport au précédent trimestre. Sur un an, entre mars 2008 et mars 2009, l'indice a augmenté de près de 7 %.

Les chefs d'entreprises sont enclins au pessimisme pour les mois à venir, anticipant une nouvelle baisse de leur activité et la dégradation de leur trésorerie, qui continue en outre de pâtir d'importants délais de paiement. Ce sentiment est sans doute renforcé par le mauvais climat international actuel mais aussi par comparaison de deux années de pleine activité (2007 et 2008) qui, par certains aspects, s'assimilent à une surchauffe que doit maintenant amortir le secteur du BTP, alors que la programmation des grands projets publics tarde à se dessiner.

Chute des exportations agricoles

Au 1^{er} trimestre 2009, les statistiques de la Direction régionale des Douanes font apparaître une baisse de 72 % des exportations d'essences d'ylang-ylang par rapport au dernier trimestre 2008. Une demi tonne d'essence d'ylang-ylang a été exportée, pour une valeur déclarée de 29.000 euros, contre environ 2 tonnes au trimestre précédent. S'agissant des produits issus de l'aquaculture, un peu plus de 15 tonnes de poissons d'élevage ont été exportées, pour une valeur de 103.000 euros, en baisse de 27 % par rapport au dernier trimestre 2008. Malgré tout, en données corrigées (CVS), la tendance de ces exportations demeure stable.

Premier signe d'essoufflement dans l'industrie agroalimentaire, l'activité des autres industries restant épargnée

L'activité dans le secteur de l'industrie agroalimentaire, jusqu'à présent perçue favorablement par ses dirigeants, affiche au premier trimestre 2009, les premiers signes d'un affaiblissement de l'activité. Les

entreprises ayant répondu à l'enquête font état d'une baisse du volume d'activité, sans entrevoir d'amélioration immédiate, ce qui pourrait avoir pour effet le report de leurs intentions d'investissements. Si elles relèvent de légers effets négatifs sur leurs charges et leurs prix, les entreprises de l'agroalimentaire restent cependant toujours pourvoyeuses d'emplois sur le marché mahorais.

Portée par l'industrie énergétique, **la situation des autres industries (hors agroalimentaire) s'est améliorée en ce début d'année**. Contrairement aux trois trimestres précédents, les soldes d'opinions font état d'une bonne orientation de l'activité au 1^{er} trimestre ainsi que pour les prochains mois, ce qui leur permet d'envisager de nouveaux recrutements et des intentions d'investissements.

Détérioration du climat d'affaires dans le secteur des services marchands

Au 1^{er} trimestre 2009, les indicateurs du secteur des services marchands sont orientés à la baisse. Conformément aux anticipations formulées par les professionnels de ce secteur au précédent trimestre, le secteur affiche un recul du courant d'affaires. Les carnets de commandes sont au plus bas, tout comme la trésorerie qui s'est, une fois de plus, dégradée du fait notamment d'une baisse des prix et de l'allongement des délais de paiement. Les prévisions des dirigeants sont elles aussi orientées défavorablement et laissent présager des baisses d'effectifs comme un report des investissements dans les prochains mois.

Une relative bonne santé du tourisme

Le solde d'opinions des professionnels du tourisme qui ont répondu à l'enquête reste orienté favorablement, comme au trimestre précédent. Toutefois, ces résultats sont à interpréter avec prudence, compte tenu de la faible représentativité des réponses à notre enquête⁶. L'opinion globale des entreprises du tourisme ayant répondu reste globalement favorable, tant en termes d'activité que d'investissements.

Conclusion

Les signes d'essoufflement de l'activité économique à Mayotte, constatés une première fois à la fin de l'année 2008, se confirment plus nettement à l'issue du premier trimestre 2009. Les données concernant les importations et la consommation des ménages suivent des tendances orientées à la baisse pour le second trimestre consécutif, et seul l'investissement des entreprises s'est maintenu à bon niveau. Outre la faible robustesse statistique inhérente à la taille des échantillons examinés, l'analyse de tous ces indicateurs mérite aussi d'être relativisée par le très fort développement de l'activité sur l'île pendant plus de deux ans, certains ralentissements d'activité méritant, parfois d'être revisités sous l'angle d'un « retour à la normale » (capacité d'absorption) plutôt qu'un retournement sévère de conjoncture, même si les besoins économiques et sociaux, notamment en matière d'infrastructures et de logements, restent très importants à combler.

Les effets de la crise financière et économique traversée par les grandes puissances économiques mondiales commencent à rejaillir indirectement sur l'économie mahoraise, notamment dans les secteurs de la construction immobilière privée, des ventes d'automobiles ou encore par le biais du net ralentissement des encours de crédits distribués auprès des entreprises et des ménages. Ces effets s'insinuent encore plus sûrement dans la perception négative des prochains mois d'activité, telle qu'elle ressort de l'enquête menée auprès des chefs d'entreprise de l'île, à l'exception près du secteur industriel (hors agroalimentaire), voire celui du tourisme.

Sur la base des éléments recueillis et analysés dans le présent bulletin, il reste difficile de faire la part entre l'amorce d'un recul de l'économie de Mayotte et celle d'un ralentissement d'activité vers un niveau plus compatible avec la structuration socio-économique de l'île. Une plus grande visibilité sur la programmation des commandes d'investissements publics ainsi que la réduction des délais de paiement des collectivités locales restent toutefois une nécessité pour que les entreprises passent le cap des prochains mois (dont la prochaine augmentation du SMIG en juillet, portera le SMIG net mahorais à 80 % du SMIC net métropolitain) qui s'annoncent difficiles et réimpriment plus généralement dans le tissu économique mahorais une confiance actuellement chahutée, comme l'atteste la multiplication des conflits sociaux depuis le mois de mai 2009.

⁶ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 4 entreprises de tourisme de Mayotte, qui représente un effectif total de 67 personnes.

Le dispositif de médiation du crédit

Le Plan de soutien à l'activité et aux entreprises

En réponse à la crise financière de l'été 2008, le gouvernement a mis en œuvre deux plans:

- ❖ Un Plan de financement à l'économie, destiné à fournir des liquidités à moyen terme aux banques impactées par la crise, tout en leur offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres. Objectif : éviter l'effondrement du système financier et soutenir la distribution du crédit. Ce Plan a été mis en place avec l'accord de la Commission Européenne et de la Banque Centrale Européenne. Le Gouvernement a demandé des contreparties aux institutions financières en matière d'éthique et de financement de l'économie.
- ❖ Un Plan de soutien à l'activité et aux entreprises, qui se décompose ainsi :
 - Un plan de soutien de 22 milliards d'euros pour assurer le financement des PME.
 - La mobilisation des services de l'État pour assurer le suivi de la façon dont les banques accordent les prêts.
 - La création d'un fonds stratégique d'investissement.
 - L'exonération immédiate et totale de la taxe professionnelle pour les nouveaux investissements.

La mission de médiation du crédit s'intègre au Plan de soutien à l'activité et porte sur les problèmes de financement des entreprises et leurs relations avec les banques, dans le strict respect des règles de confidentialité et de secret bancaire.

La mission de médiation du crédit - La lettre de mission du Médiateur national

- ❖ S'assurer du respect des engagements pris par les banques en contrepartie des mesures de soutien dont elles bénéficient, notamment en relation avec les Commissions départementales de suivi
- ❖ Ne laisser aucune entreprise, et notamment aucune PME, seule quand elle est confrontée à un problème de financement
- ❖ Examiner leur situation de manière concrète en vue de proposer des solutions chaque fois que cela est possible, via le dépôt d'un dossier sur le site <http://www.mediateurducredit.fr>
- ❖ Identifier les entreprises nécessitant la mise en œuvre d'une médiation et leur apporter une réponse de proximité en s'appuyant sur les Commissions de suivi mises en place auprès des préfets
- ❖ Un correspondant local (Directeur départemental de la Banque de France ou de l'IEDOM) désigné par le Préfet et des personnalités qualifiées pour accompagner la mise en place du dispositif
- ❖ Saisir le gouvernement de tous les problèmes majeurs non résolus
- ❖ Rendre compte

2. ANNEXES STATISTIQUES

1. Note méthodologique

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur)
- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les données quantitatives dont nous disposons ainsi que les résultats de l'enquête de conjoncture pour l'ensemble des secteurs et par secteur sont présentés dans les pages qui suivent.

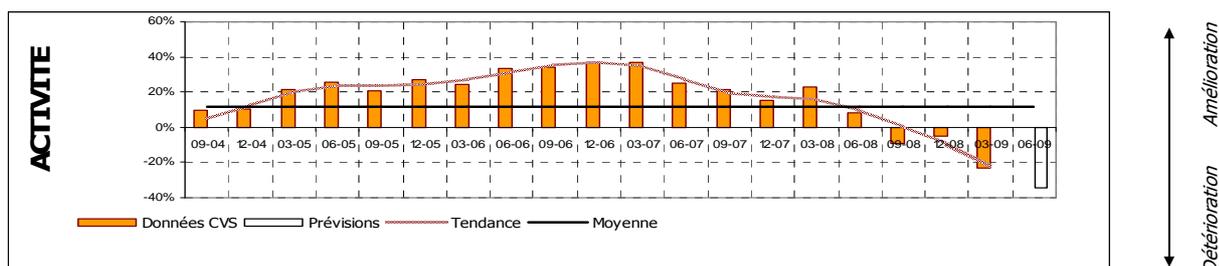
Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions se rapportant à l'activité des entreprises et à la demande des ménages, ainsi que les principaux indicateurs macro-économiques (prix, emploi,...), figurent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années, avec des fréquences mensuelles ou trimestrielles. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries sont également représentées dans les graphiques sous forme de tendance, le lissage des données étant effectuée à l'aide de moyennes mobiles. Enfin les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Interprétation des soldes d'opinion

Un solde d'opinion, qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges d'exploitation**, correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation. Il convient de noter que chaque opinion exprimée, tant que faire se peut, est pondérée par l'effectif de l'entreprise.

L'histogramme évolue de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Elles ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.

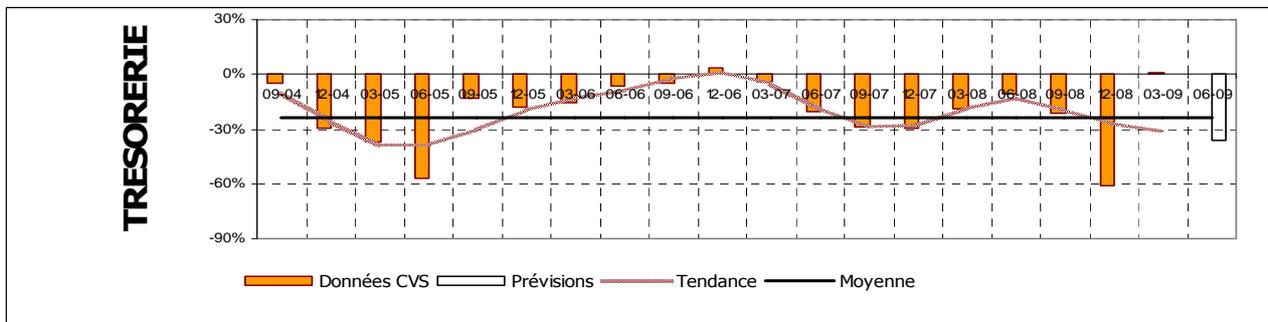
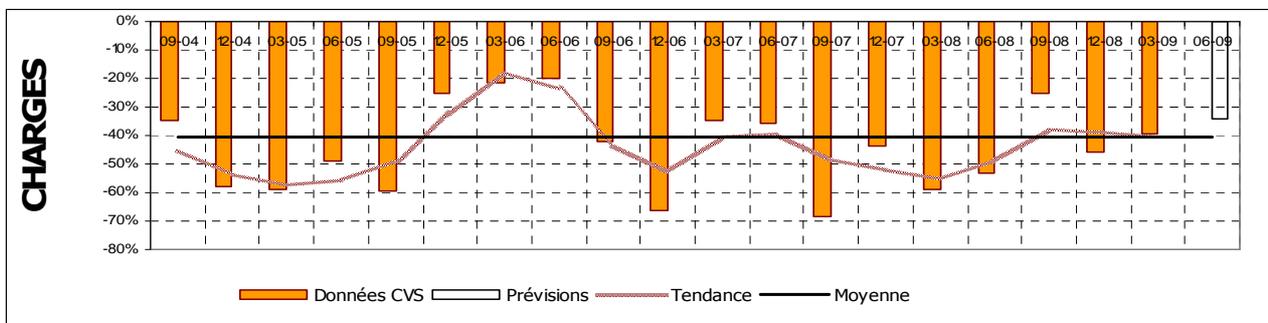
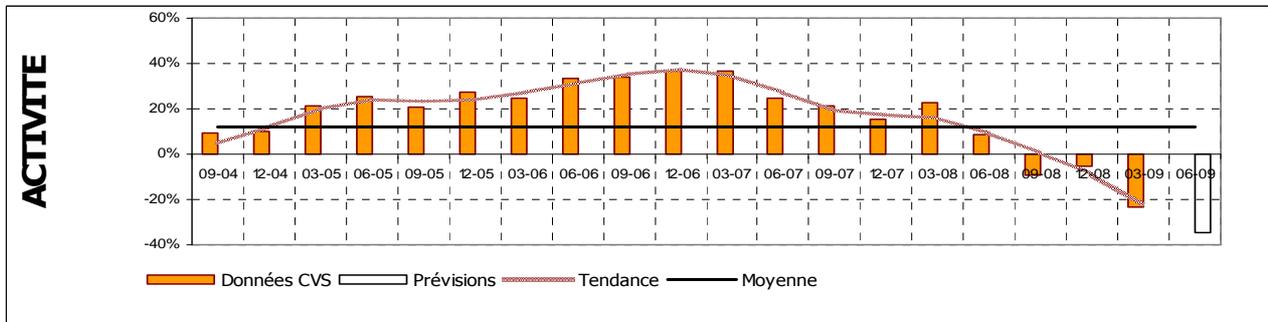
Ainsi, l'histogramme établi évolue de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables. A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

Exemple :

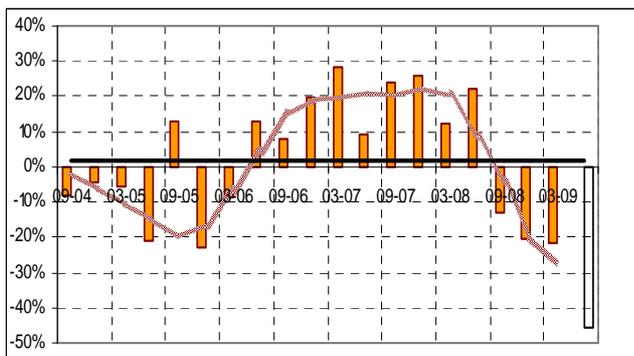
2. Les secteurs d'activité : résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM et données quantitatives

VUE D'ENSEMBLE

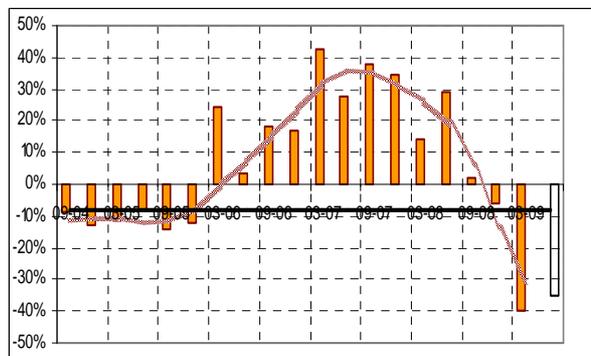
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 mars 2009⁷



Effectifs

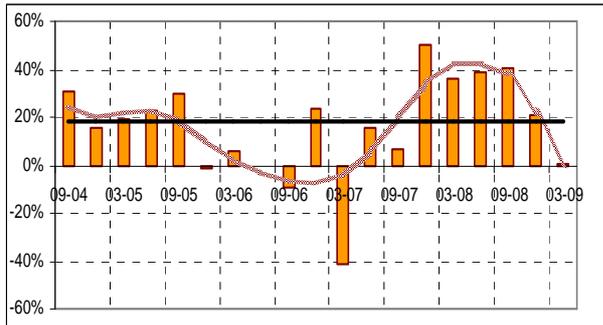


Prix

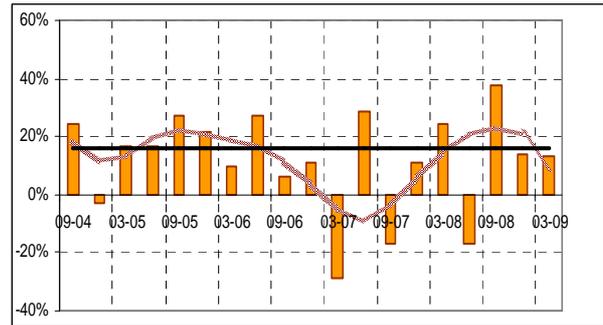


⁷ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 74 entreprises de Mayotte qui représentent un effectif total de 3 574 personnes. Les graphiques de réalisations retranscrivent les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé (1^{er} trimestre 2009) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

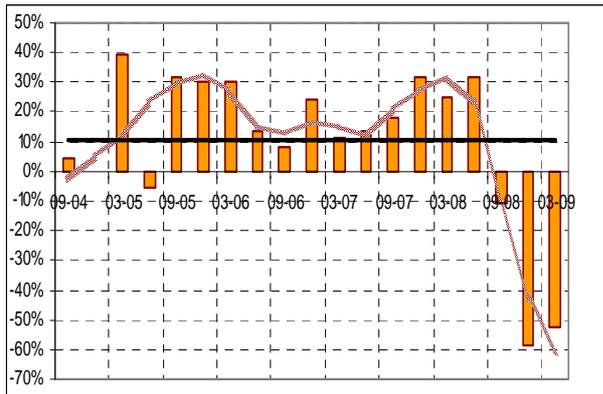
Stocks de matières premières



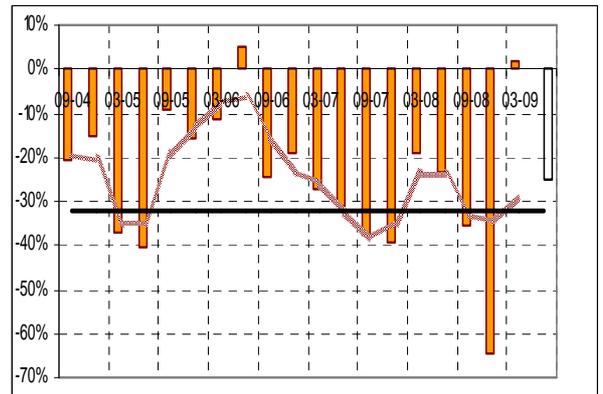
Stocks de produits finis



Prévisions d'investissement



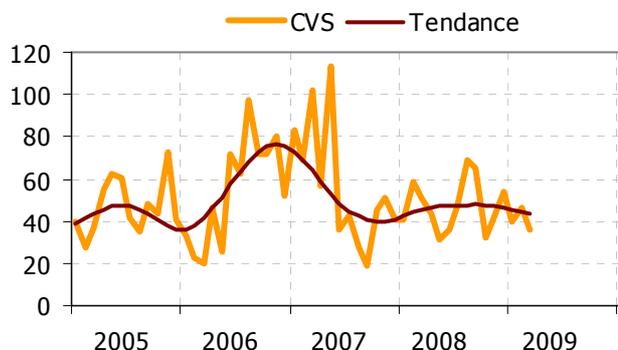
Délais de paiement



AGRICULTURE ET AQUACULTURE

Exportations de produits aquacoles

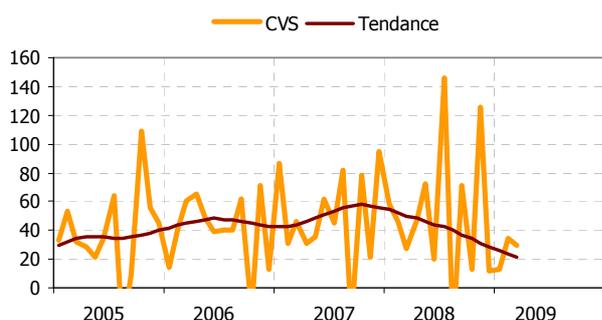
Exportations réalisées
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

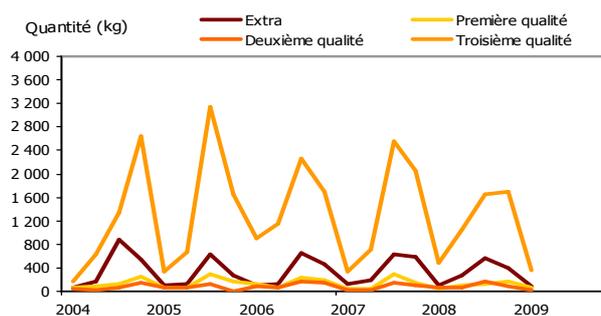
Exportations d'essence d'ylang-ylang

En valeur
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Selon la qualité, en volume
(en kg – données mensuelles - brutes)



Source : Direction de l'Agriculture et de la Forêt

Déclarations d'intention d'exporter, par trimestre, en kg

Déclarations d'intention	1T04	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	1T09/1T08
Total Ylang-Ylang	315	578	1 212	516	692	1 475	2 500	2 360	536	-77%	-23%
- Extra	55	112	103	121	100	267	572	406	90	-78%	-10%
- Ylang 1ère	55	57	132	35	38	98	119	169	61	-64%	61%
- Ylang 2ème	40	65	85	15	69	70	164	81	18	-77%	-74%
- Ylang 3ème	165	344	892	345	485	1040	1645	1704	366	-78%	-24%
Produits d'aquaculture	29 270	19 000	10 975	35 575	24 675	27 000	35 000	22 500	15 800	-30%	-36%

Source : Direction de l'Agriculture et de la Forêt

Exportations agricoles réalisées, par trimestre

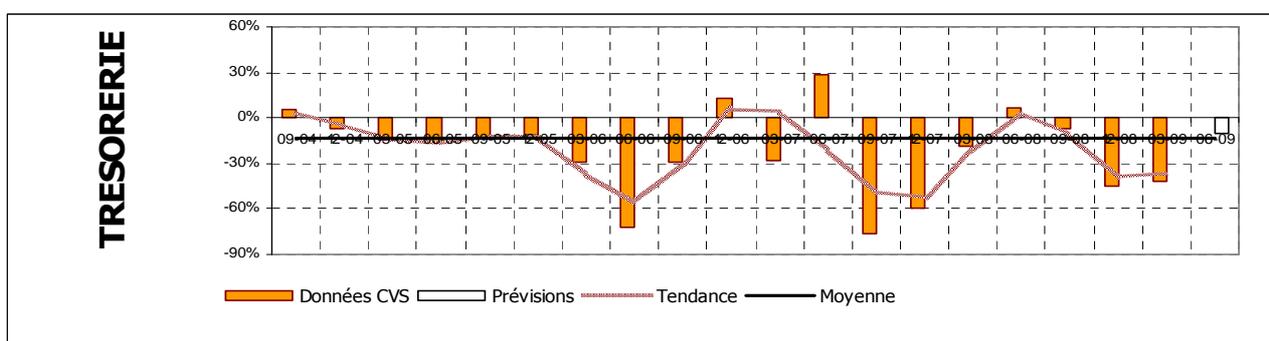
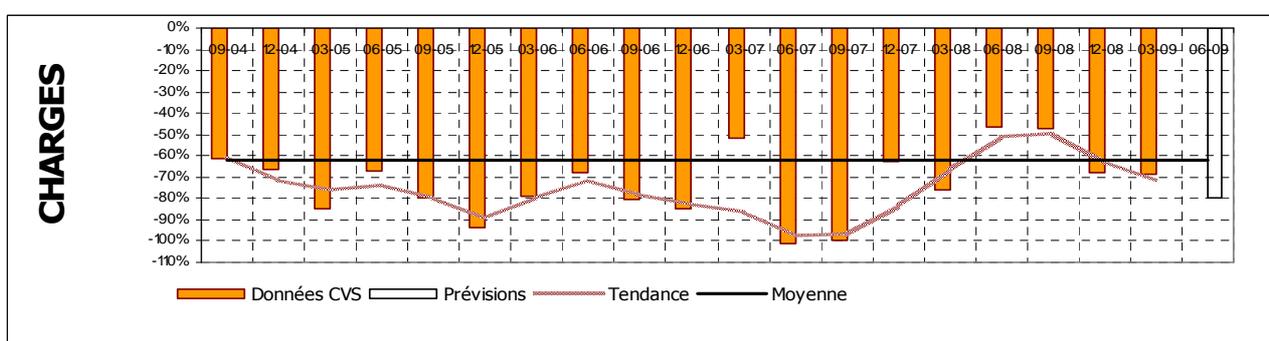
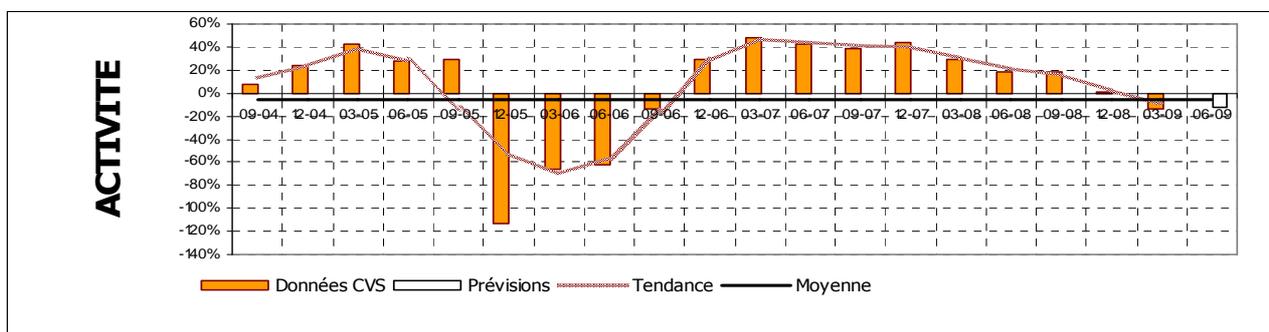
Essence d'ylang-ylang	1T04	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	1T09/1T08
Volume (tonnes)	0,5	1,0	0,7	1,3	0,7	0,36	3,2	1,9	0,55	-71,1%	-21%
Valeur (milliers d'euros)	15,8	57,1	49,6	92,5	58,2	28,5	298,7	183,7	28,9	-84%	-50%
Vanille	2T03	2T04	2T05	2T06	1T08	2T08	3T08	4T08	2T08	2T08/1T08	2T08/2T07
Volume (tonnes)	0	0	0	0,13	0	0	0	0	0	-	-
Valeur (milliers d'euros)	0	0	0	3,2	2	0	0	0	0	-	-
Produits aquacoles	2T03	2T04	2T05	2T06	1T08	2T08	3T08	4T08	2T08	2T08/1T08	2T08/2T07
Volume (tonnes)	36	19	13	36	20,8	18	35,1	21,5	16	-27%	-24%
Valeur (milliers d'euros)	189	86	60	209	125	102	219	140	103	-26%	-18%

Source : Direction régionale des Douanes

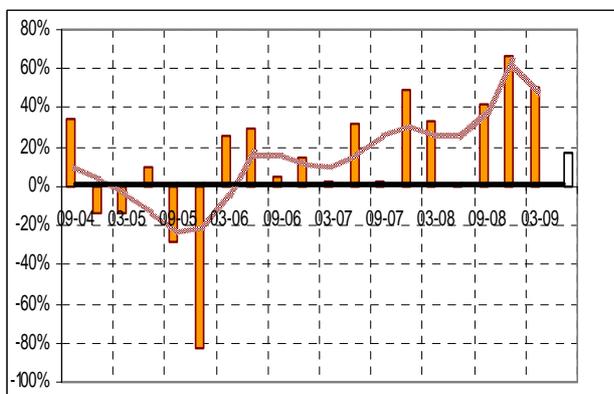
Les différences de volume entre les exportations réalisées (Douanes) et les déclarations d'intention (DAF) peuvent provenir d'un décalage temporel entre le jour de la déclaration d'intention et le jour de l'enregistrement par les Douanes.

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

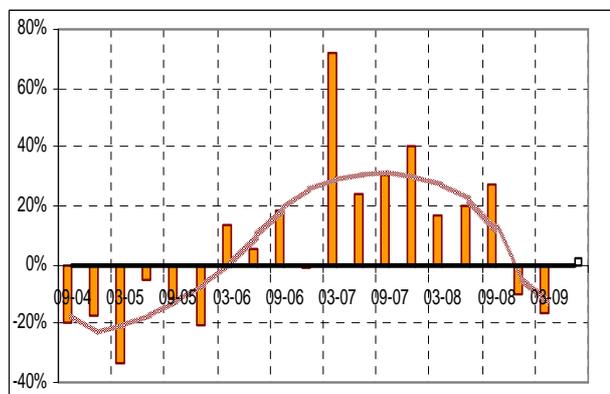
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 mars 2009⁸



Effectifs

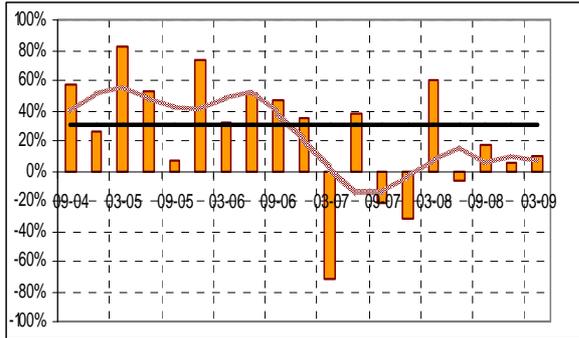


Prix

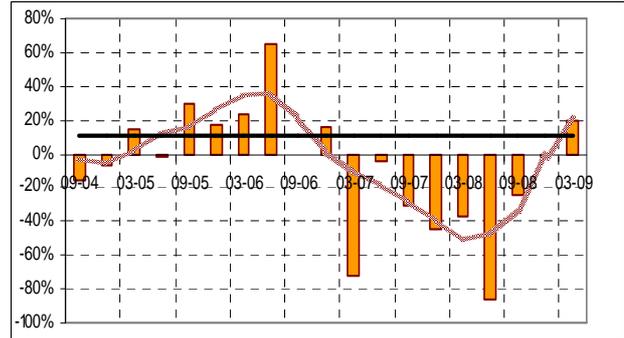


⁸ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 8 entreprises d'industrie agroalimentaire de Mayotte, qui représentent un effectif total de 241 personnes. Les graphiques de réalisations retranscrivent les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé (1^{er} trimestre 2009) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

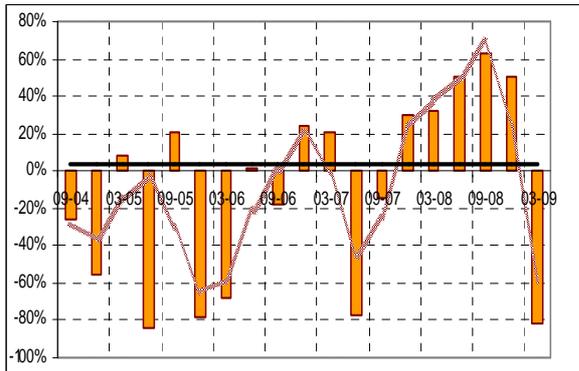
Stocks de matières premières



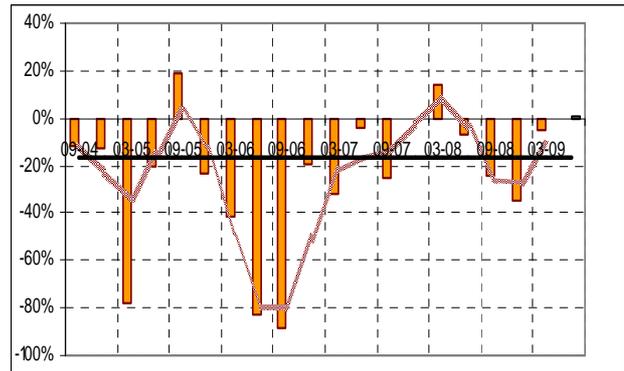
Stocks de produits finis



Prévisions d'investissement

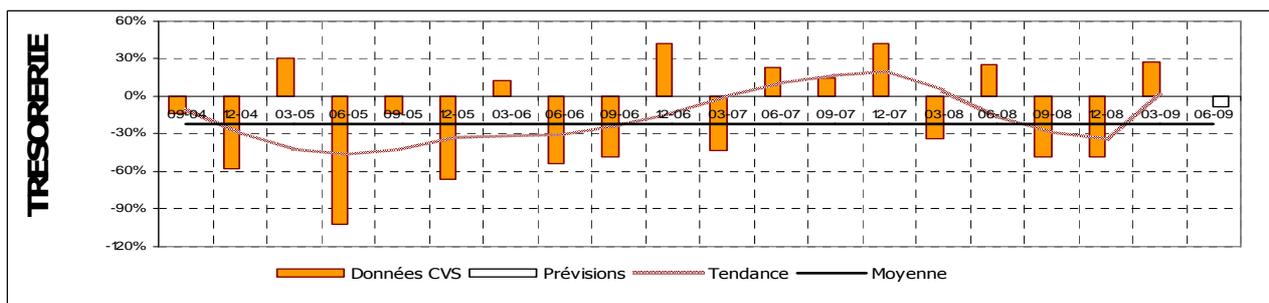
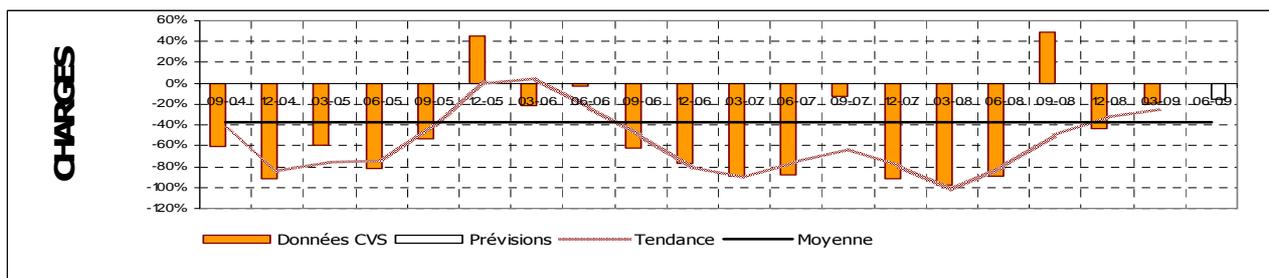
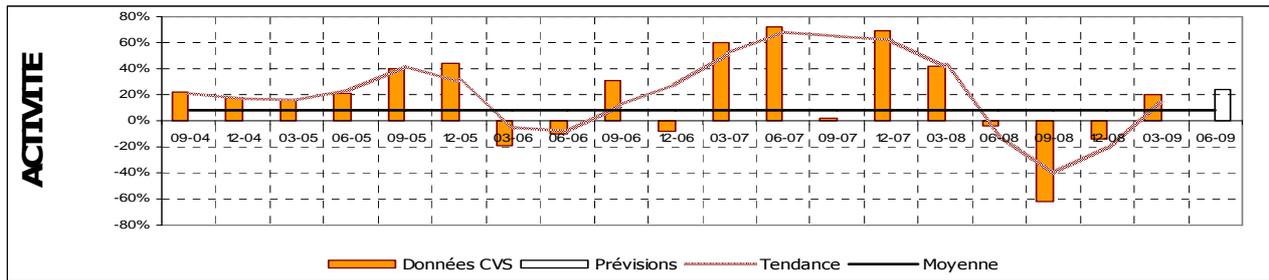


Délais de paiement

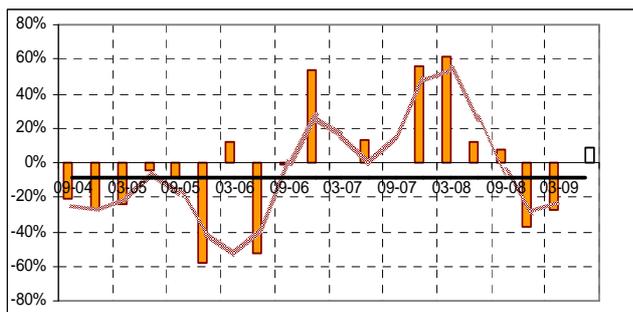


AUTRES INDUSTRIES

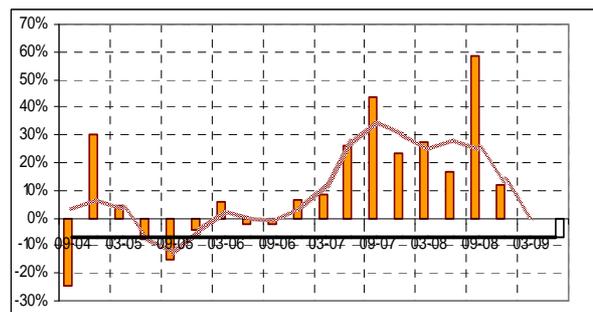
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 mars 2009⁹



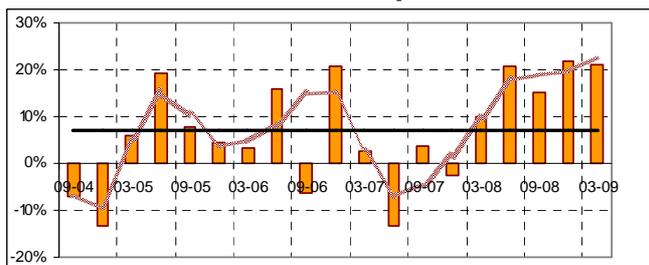
Effectifs



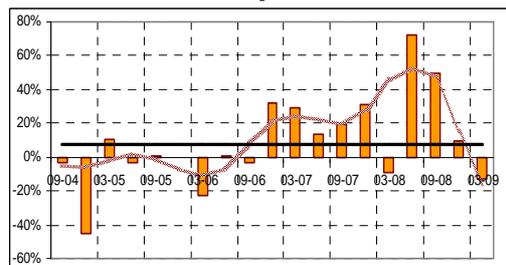
Prix



Stocks de matières premières

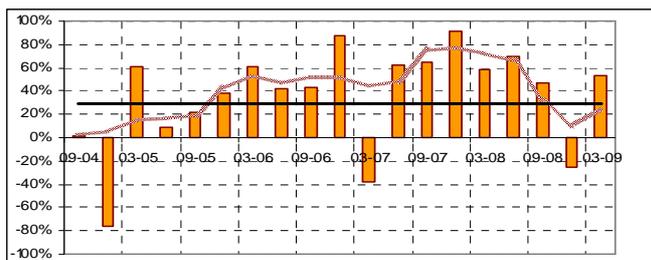


Stocks de produits finis

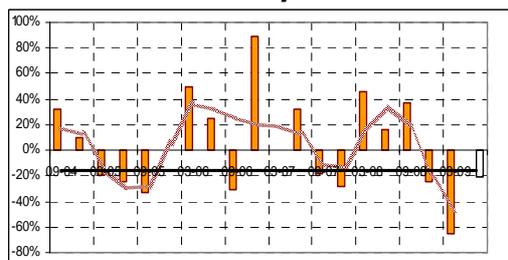


⁹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 8 entreprises d'industrie de Mayotte, qui représentent un effectif total de 269 personnes. Les graphiques de réalisations retranscrivent les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé (1^{er} trimestre 2009) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

Prévisions d'investissement



Délais de paiement



La consommation énergétique

Évolution de la consommation d'électricité à Mayotte, par trimestre

ÉLECTRICITÉ	1T04	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	1T09/1T08
Consommation (milliers de kWh)	29 729	31 809	31 197	38 318	48 799	46 670	46 404	44 473	55 708	25,3%	14,2%
Nombre d'abonnés	27 840	28 916	30 133	31 025	32 604	32 870	33 321	33 567	33 800	0,7%	3,7%
Consommation par abonné (en kWh)	1 068	1 100	1 035	1 235	1 497	1 420	1 393	1 325	1 648	24,4%	10,1%

Source : Electricité de Mayotte

Évolution de la consommation d'hydrocarbures à Mayotte, par trimestre

HYDROCARBURES	1T04	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	1T09/1T08
Consommation d'hydrocarbures, hors armée (en milliers de litres)	19 115	20 979	20 770	23 628	27 160	26 575	27 498	25 857	27 464	6,2%	1,1%

Source : Total Mayotte

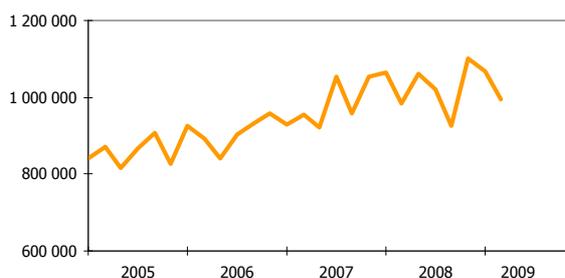
Évolution de la consommation d'eau à Mayotte, par bimestre

EAU	1B04	1B05	1B06	1B07	1B08	2B08	3B08	4B08	5B08	6B08	1B09	1B09/6B08	1B09/1B08
Nombre d'abonnés	28 341	29 496	27 955	29 247	30 878	34 608	33 294	34 128	33 026	33 906	34 229	1,0%	10,9%
Consommation d'eau (en m ³)	872 121	842 121	923 960	929 235	1 064 863	982 799	1 059 204	1 021 832	927 072	1 100 673	1 068 485	-2,9%	0,3%
Consommation moyenne (m ³ /abonné)	30,8	28,6	33,1	31,8	34,5	28,4	31,8	29,9	28,1	32,5	31,2	-3,8%	-9,5%

Source : Sogea

Consommation d'eau

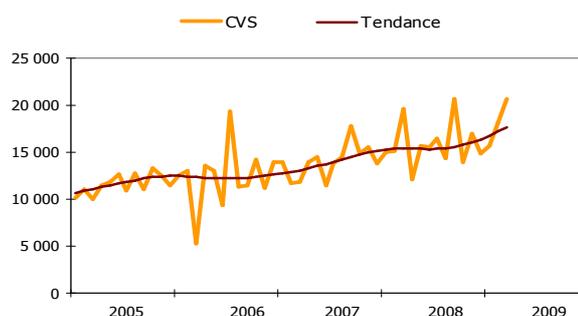
(Données brutes – bimestrielles – en m³)



Source : Sogea

Consommation d'électricité

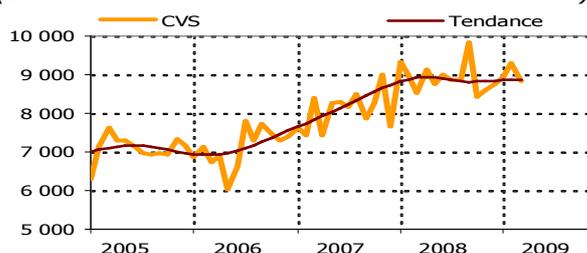
(Données CVS – mensuelles – en milliers de kWh)



Source : Electricité de Mayotte

Consommation d'hydrocarbures

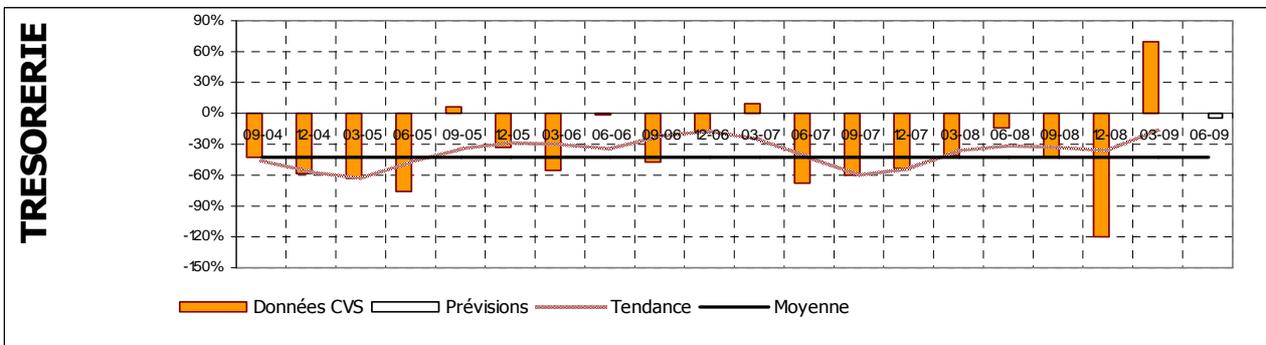
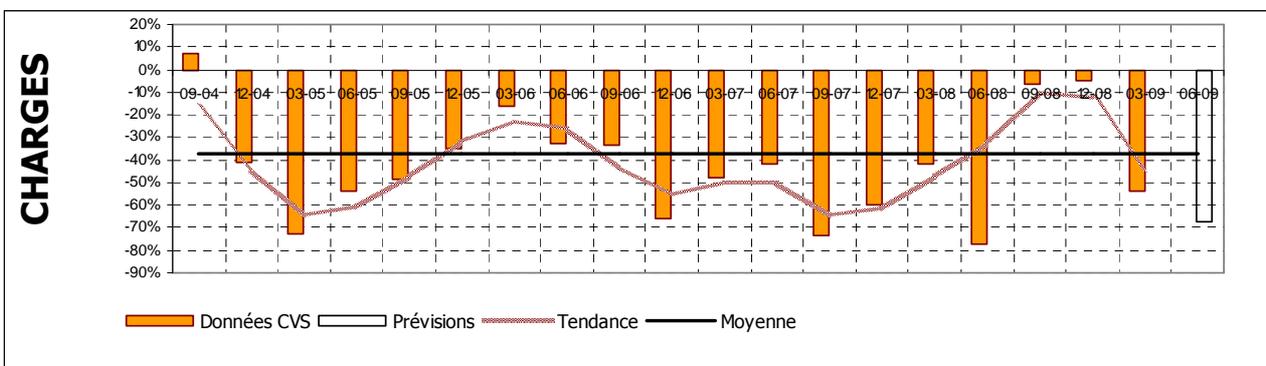
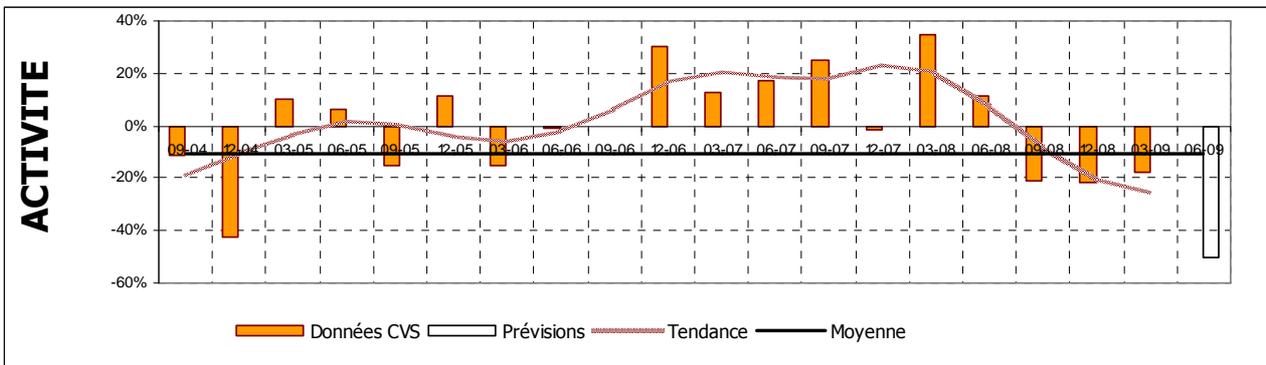
(Données CVS – mensuelles – en milliers de litres)



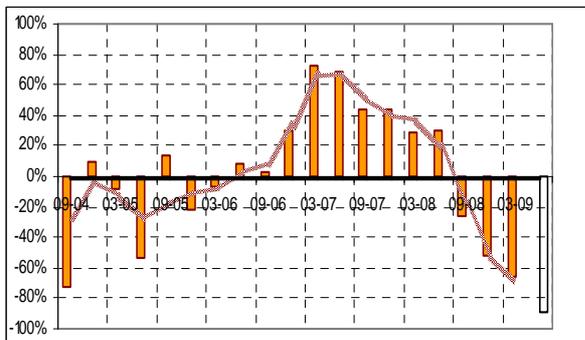
Source : Total Mayotte

CONSTRUCTION

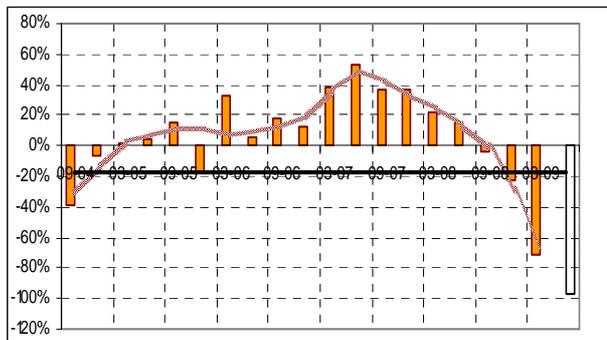
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 mars 2009¹⁰



Effectifs

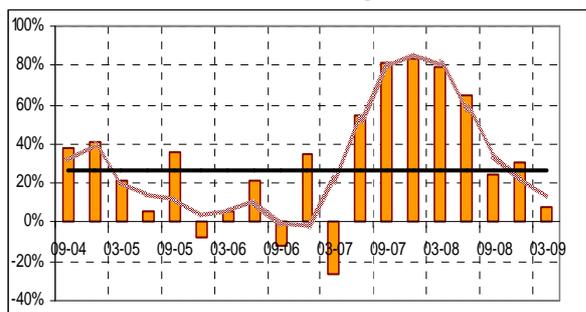


Prix

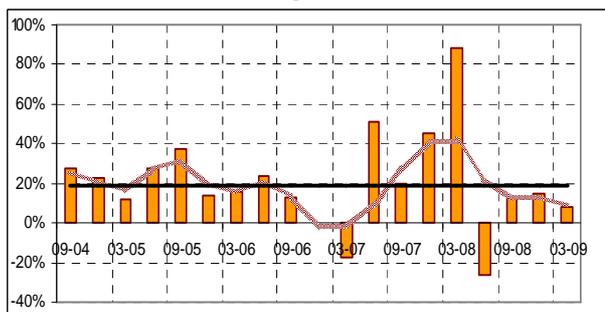


¹⁰ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 11 entreprises de BTP de Mayotte qui représentent un effectif total de 1 007 personnes. Les graphiques de réalisations retranscrivent les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé (1^{er} trimestre 2009) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

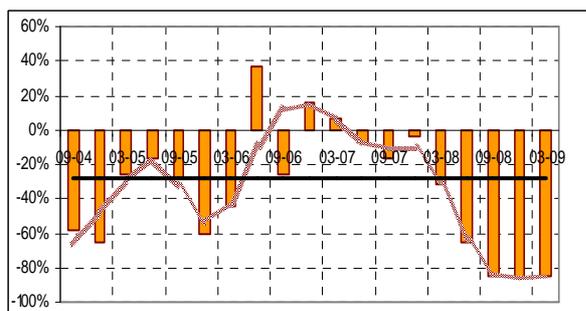
Stocks de matières premières



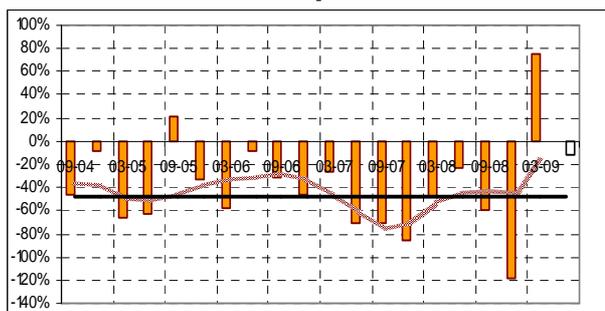
Stocks de produits finis



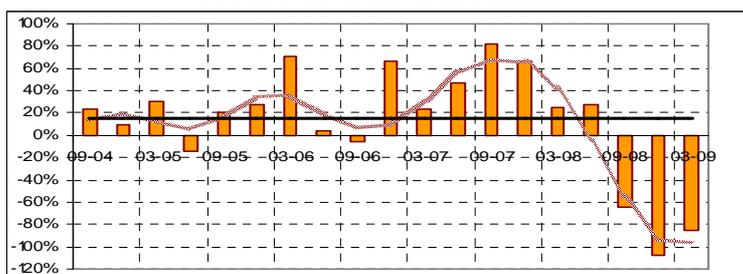
Carnet de commandes



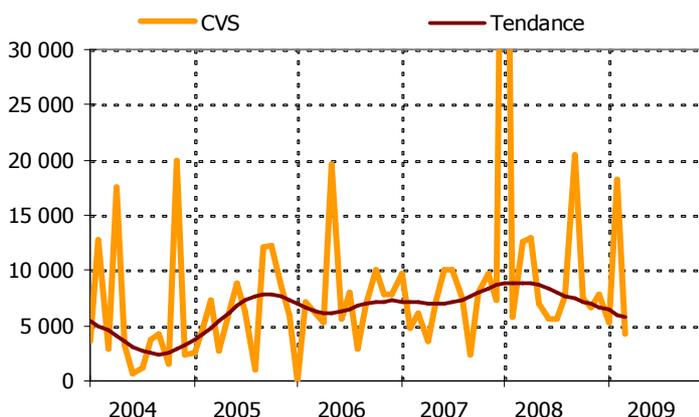
Délais de paiement



Prévisions d'investissement

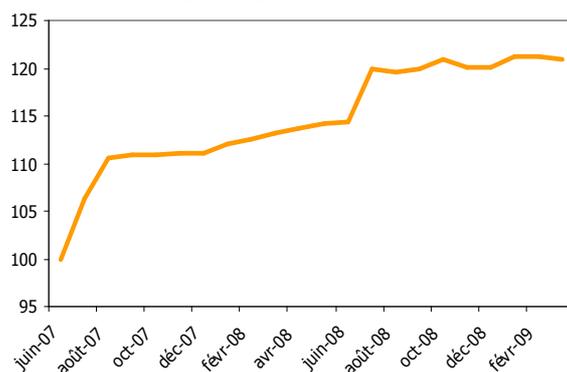


Importations de ciment
(en tonnes – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Évolution de l'indice général des prix du bâtiment à Mayotte (Indice BTM01)



Base 100 : juin 2007. L'indice tient compte des charges salariales (43 %), des prix de différentes matières, du ciment (6 %), du transport (3 %), de l'énergie (3 %) et de frais divers (15 %).
Source : Direction de l'Équipement de Mayotte.

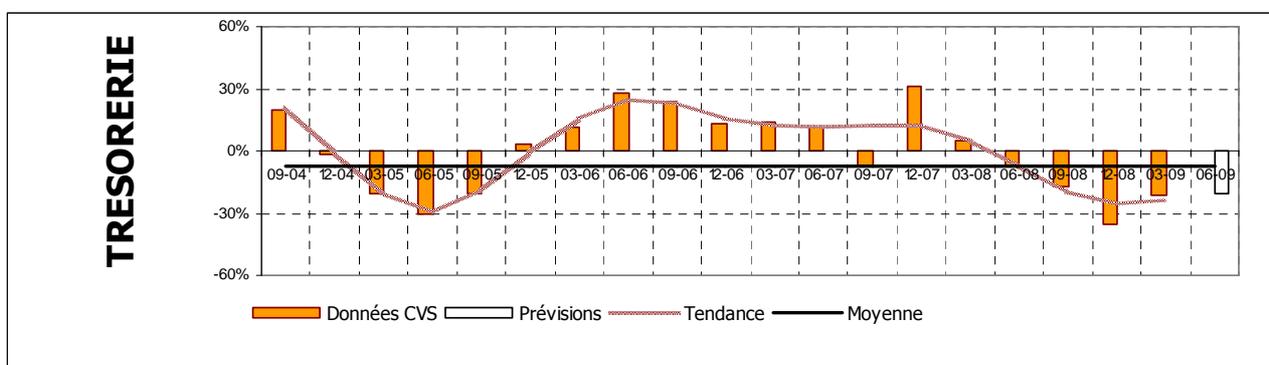
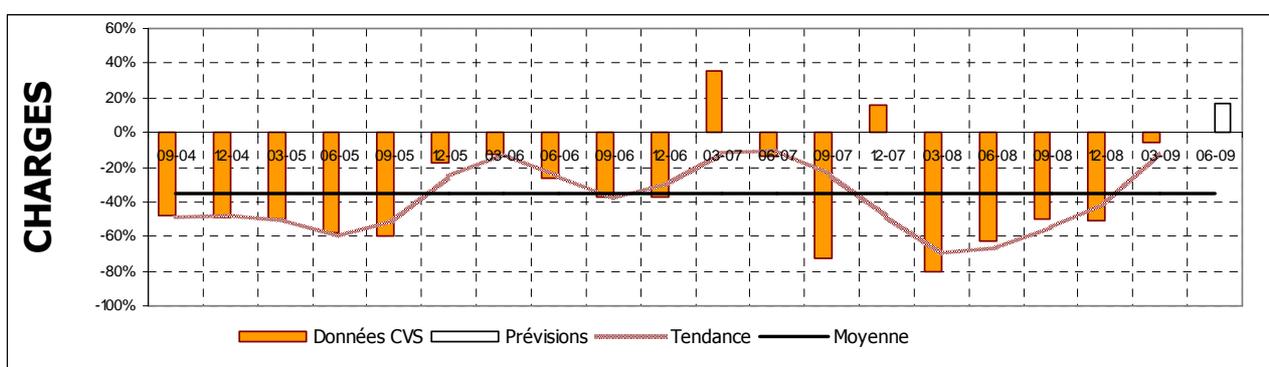
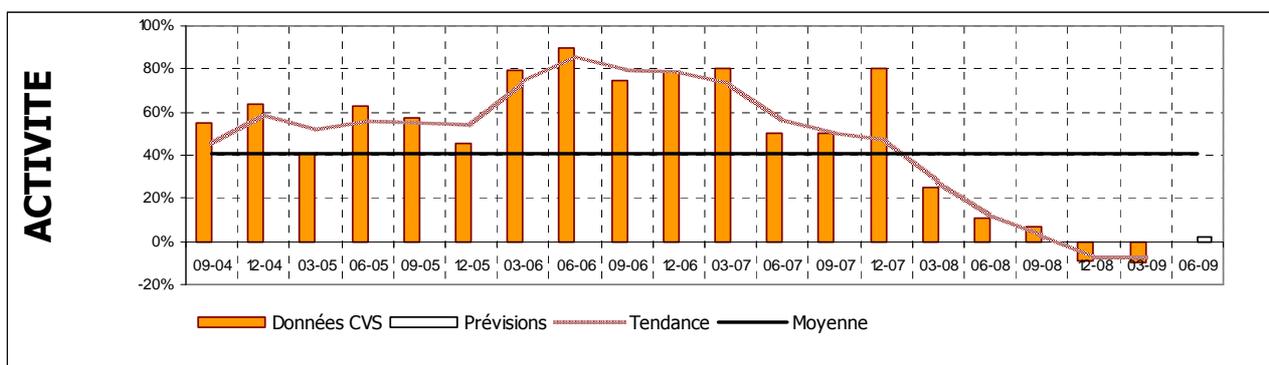
Importations de ciment, par trimestre, en valeur et en volume

	1T04	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	1T09/1T08	Cumul 09	Σ09/Σ08
en milliers d'euros	975	1 075	1 037	2 074	3 675	2 388	2 740	2 597	2 424	-7%	-34%	2 424	-34%
en tonnes	15 984	14 315	11 454	22 463	107 763	19 168	47 113	22 202	23 604	6%	-78%	23 604	-78%

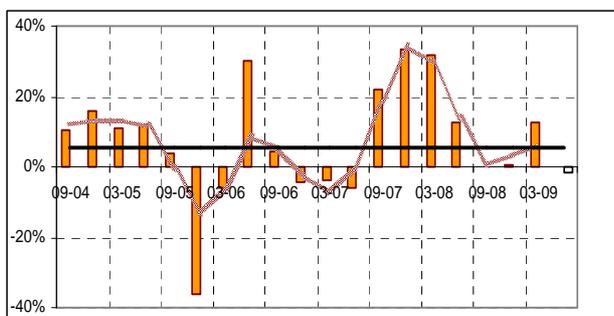
Source : Direction régionale des Douanes

COMMERCE

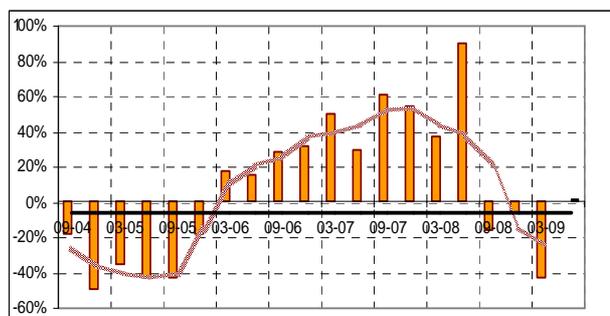
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 mars 2009¹¹



Effectifs

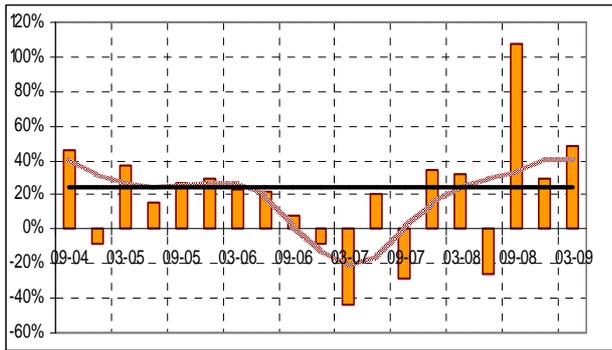


Prix

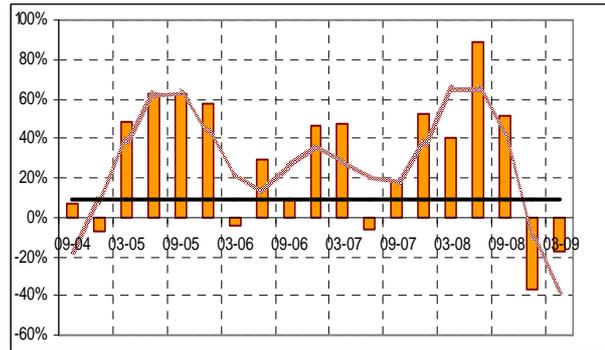


¹¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 21 entreprises de commerce de Mayotte qui représentent un effectif total de 1 142 personnes. Les graphiques de réalisations retranscrivent les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé (1^{er} trimestre 2009) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

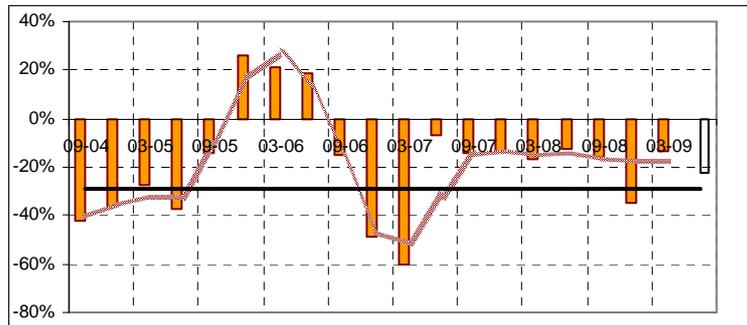
Stocks de produits finis



Prévisions d'investissement

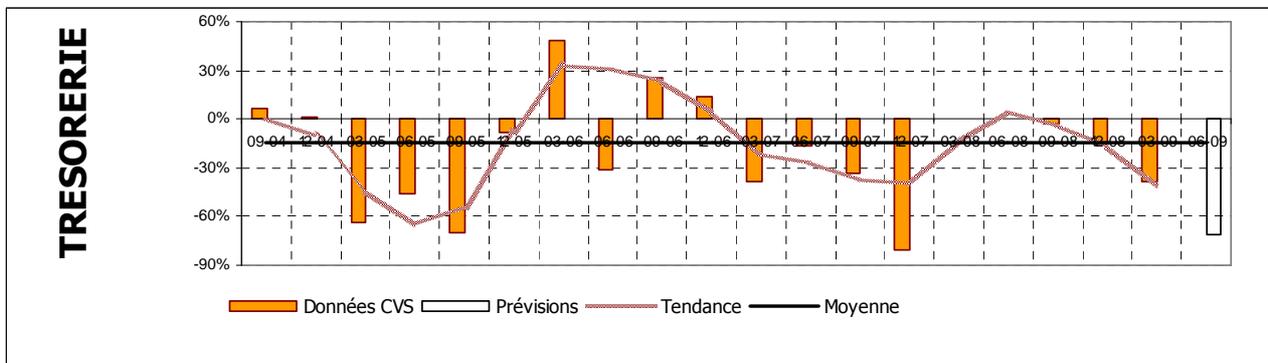
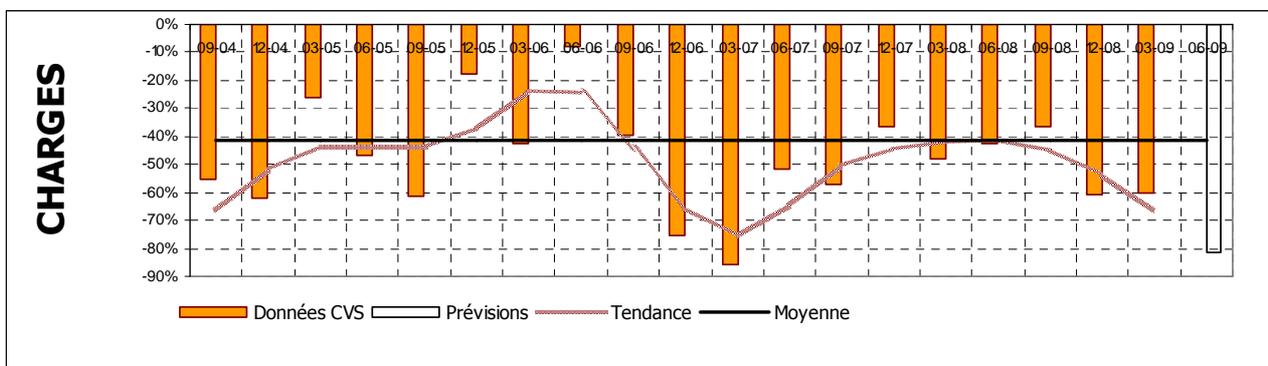
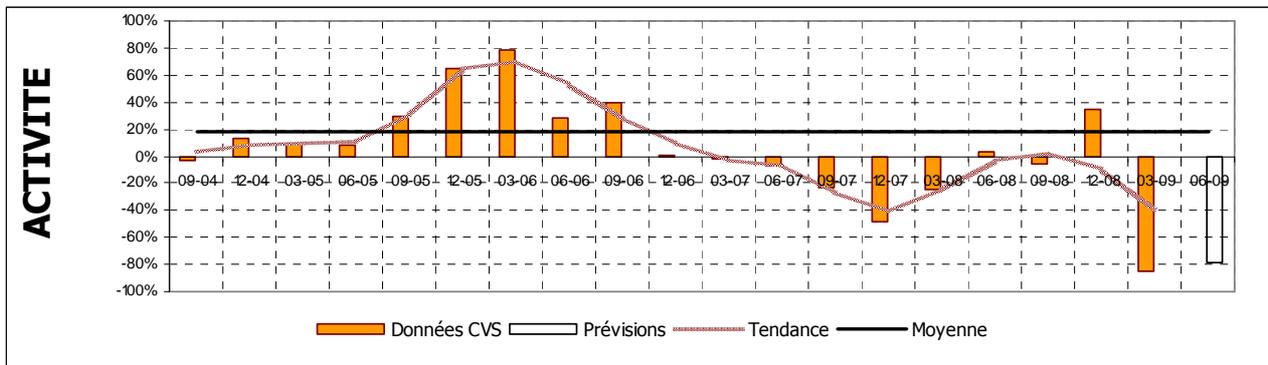


Délais de paiement

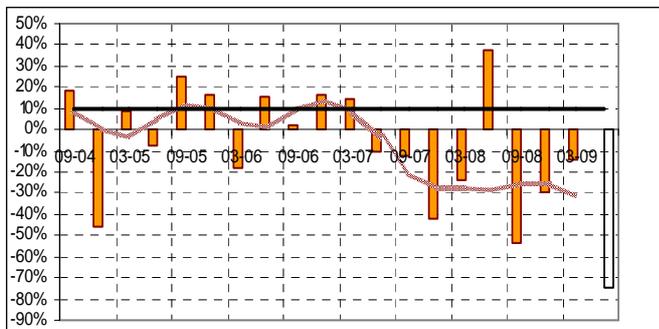


SERVICES MARCHANDS

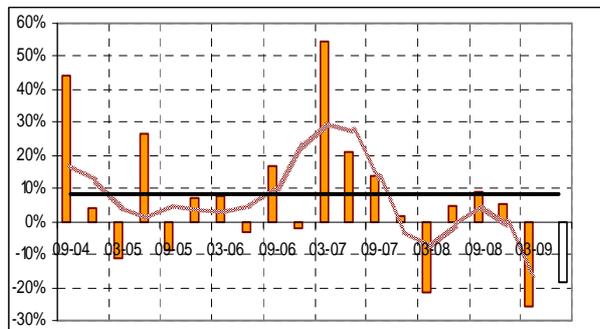
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 mars 2009¹²



Effectifs

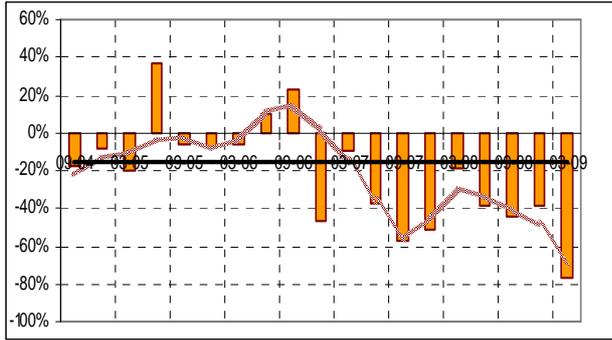


Prix

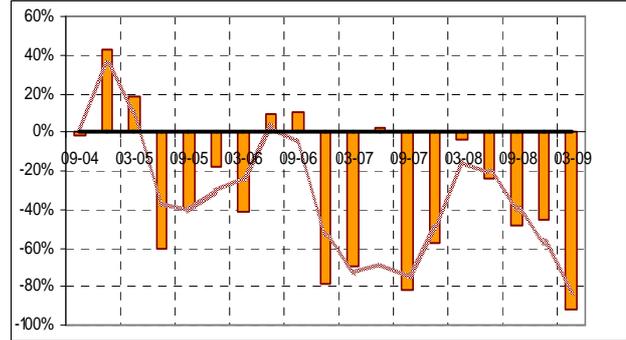


¹² L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 22 entreprises de services Mayotte, qui représentent un effectif total de 848 personnes. Les graphiques de réalisations retranscrivent les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé (1^{er} trimestre 2009) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

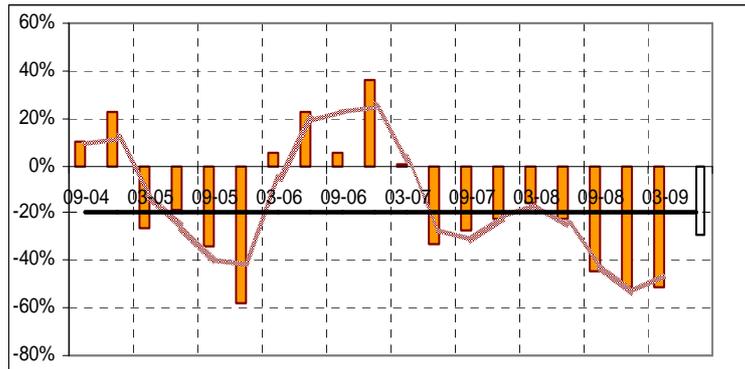
Niveaux du carnet de commandes



Prévisions d'investissement

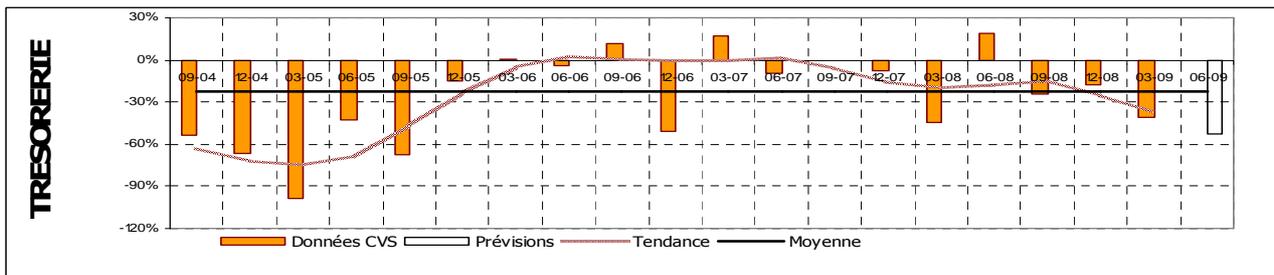
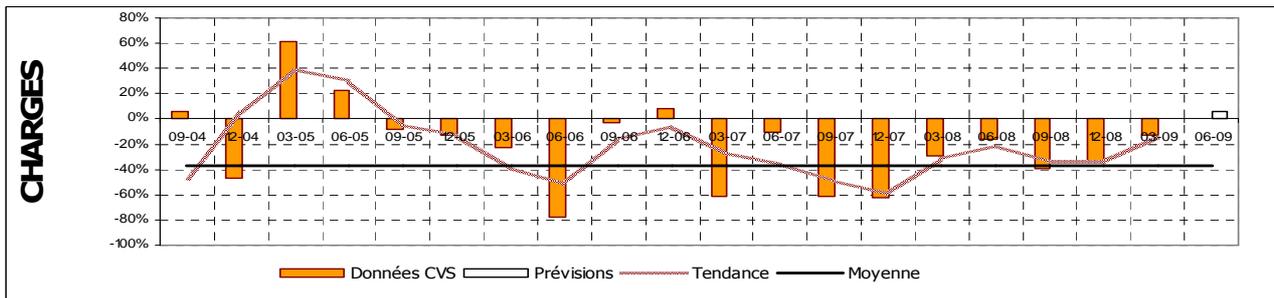
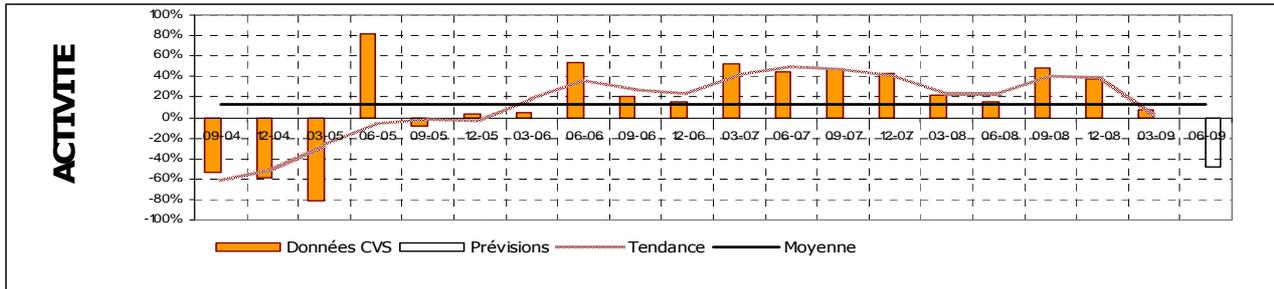


Délais de paiement

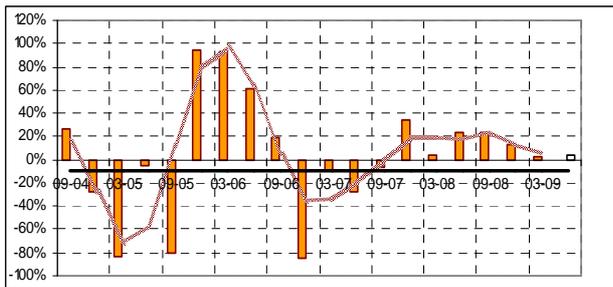


HÔTELLERIE - TOURISME

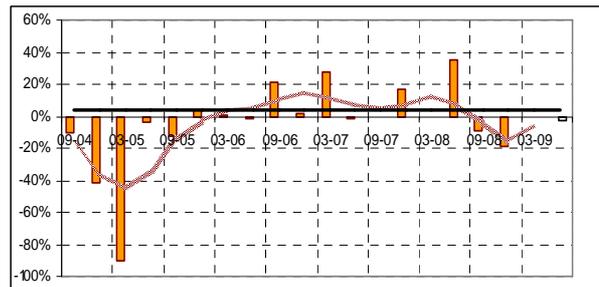
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 mars 2009¹³



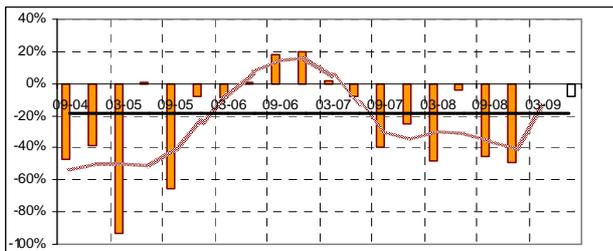
Effectifs



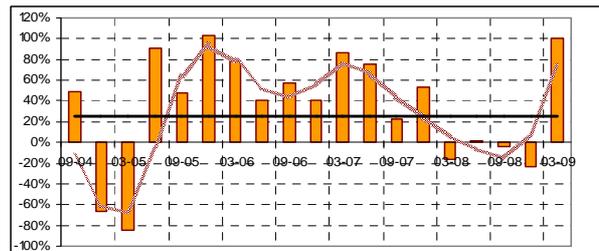
Prix



Délais de paiement



Prévisions d'investissement

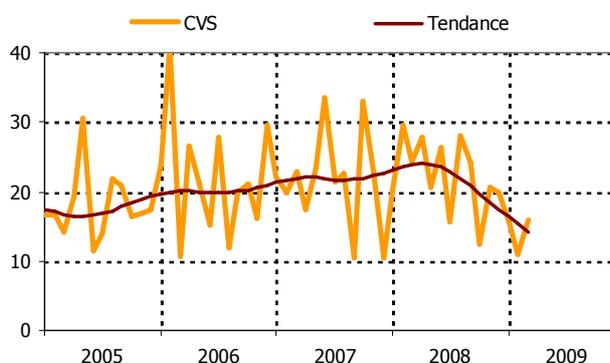


¹³ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 4 entreprises de tourisme de Mayotte, qui représentent un effectif total de 67 personnes. Les graphiques de réalisations retranscrivent les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé (1^{er} trimestre 2009) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

3. Les entreprises

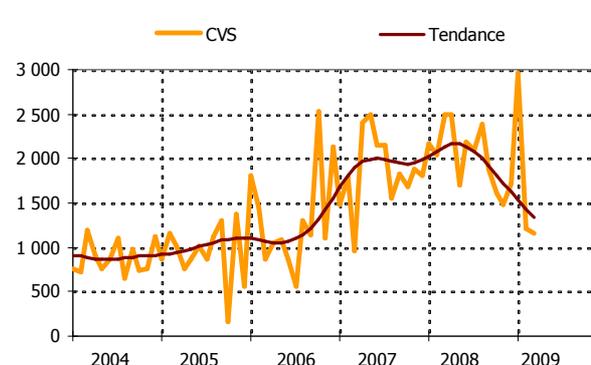
3.1 L'investissement des entreprises

Ventes de véhicules utilitaires
(en nombre – données mensuelles – CVS)



Source : SOREFI

Importations de biens d'équipement professionnel
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Nombre de véhicules utilitaires vendus, par trimestre

1T04	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	1T09/1T08	Cumul 09	Σ09/Σ08
58	43	69	58	66	72	70	60	38	-36,7%	-42,4%	38	-42,4%

Source : SOREFI

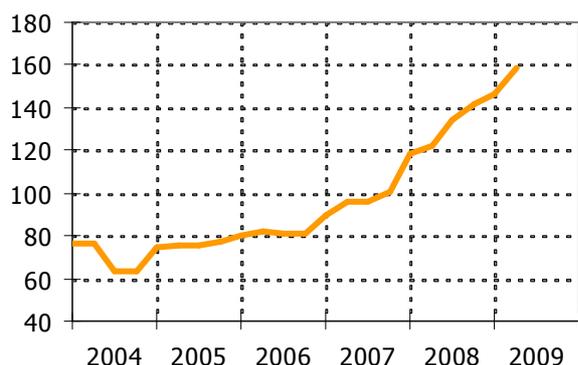
Importations de biens d'équipement professionnel (en milliers d'euros), par trimestre

milliers d'euros	1T04	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T2009	1T09/4T08	1T09/1T08	Cumul 09	Σ09/Σ08
Importations de biens d'équipement professionnel	2 781	2 968	3 931	3 965	6 670	6 308	6 513	4 916	5 361	9%	-20%	5 361	-20%

Source : Direction régionale des Douanes

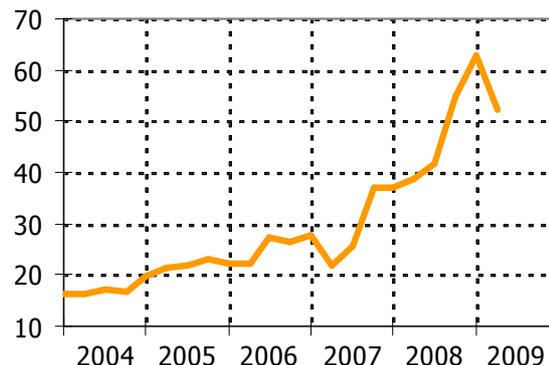
3.2 Le financement des entreprises

Encours bancaires des crédits à l'équipement
(en millions d'euros – données trimestrielles)



Source : IEDOM

Encours bancaires des crédits d'exploitation
(en millions d'euros – données trimestrielles)



Encours bancaires des crédits à l'équipement et d'exploitation des entreprises, contractés sur l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement)

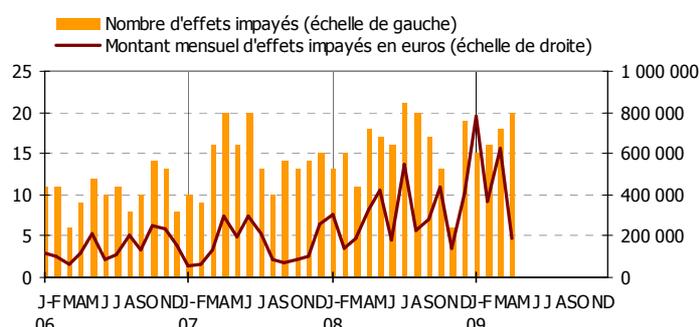
en millions d'euros	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	mars.-09/déc.-08	mars.-09/mars.-08
crédits à l'équipement	76,1	75,5	82,1	95,7	122,5	133,9	142,1	146,2	158,3	8,3%	29,2%
crédits d'exploitation	16,5	21,5	22,3	21,7	38,9	41,5	54,8	62,7	52,3	-16,6%	34,4%

Source : IEDOM

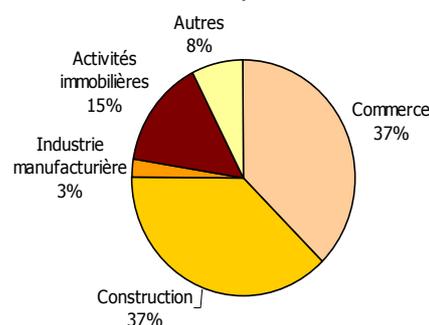
3.3 La vulnérabilité financière des entreprises

Incidents de paiement sur effets (IPE)

Évolution des IPE des entreprises mahoraises depuis janvier 2006 (flux)



Répartition par secteur d'activité des IPE pour incapacités de payer, contractées sur les 60 dernières semaines, au 31 mars 2009



Incidents de paiement sur effets, en montant et en nombre, par trimestre (flux)

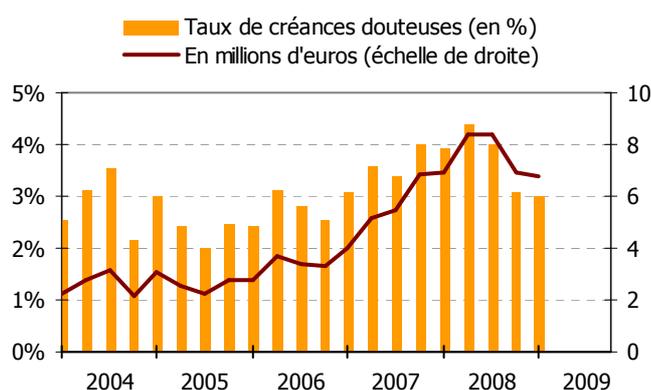
	1T06	2T06	3T06	4T06	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	1T09/1T08	Σ09/Σ08
Montant, en milliers d'euros	286,4	412,2	448,5	637,8	250,6	790,5	371,1	447,1	628,2	924,7	1061,2	980,9	1777,3	81,2%	182,9%	183%
dont contestations de créances	33	24,8	162,0	53,8	48,6	143,5	124,9	73,5	160,1	313,4	167,8	64,7	426,5	559,2%	166,4%	189%
dont incapacités de paiement	253,4	387,5	286,5	584,0	202,0	647,0	246,3	373,6	468,2	611,2	893,4	916,3	1350,8	47,4%	188,5%	166%
Nombre	28	31	29	35	35	56	37	42	39	51	58	38	49	28,9%	25,6%	26%

Évolution trimestrielle des IPE cumulés au cours des 60 dernières semaines (stock)

Sur 60 semaines	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars.-09	mars.09/dec. 08
Nombre d'entreprises en impayés	69	71	81	90	98	9%
Montant total des IPE	2,8	3,0	3,2	3,7	5,0	35%
Montant total des IPE pour contestation de créances	1,1	1,3	0,7	0,7	1,0	43%
Montant total des IPE pour incapacité de payer	1,7	1,7	2,5	3,0	4,0	33%

Source : IEDOM

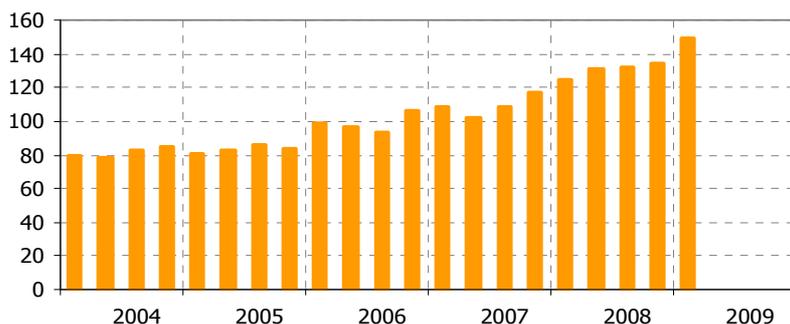
Créances douteuses nettes des entreprises, contractées auprès des établissements de crédit installés localement et ratio Créances douteuses nettes / total des crédits accordés aux entreprises



	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	mars-09/dec-08	mars-09/mars-08
en millions d'euros	2,2	3,0	2,8	4,0	6,9	8,4	8,4	6,9	6,8	-1,4%	-1,4%
Taux de créances douteuses	2,5%	3,0%	2,4%	3,1%	3,9%	4,4%	4,0%	3,1%	3,0%	-0,1 pt	-0,9 pt

Source : IEDOM

Personnes morales en interdiction bancaire



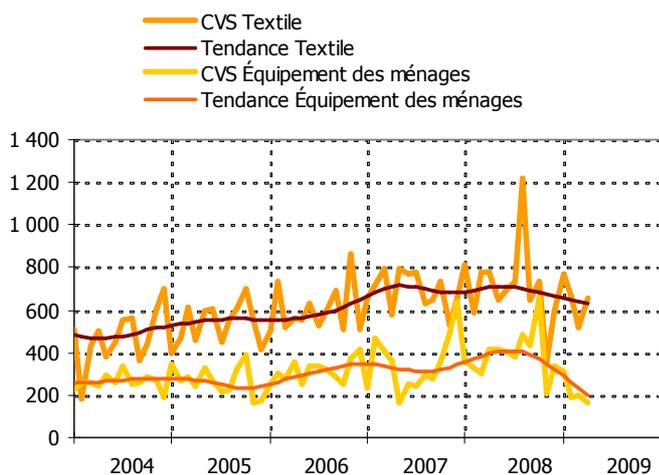
mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	mars-09/dec-08	mars-09/mars-08
79	81	99,0	108	125	131	132	134	149	11,2%	19,2%

Source : Banque de France, Fichier Central des Chèques

4. Les ménages

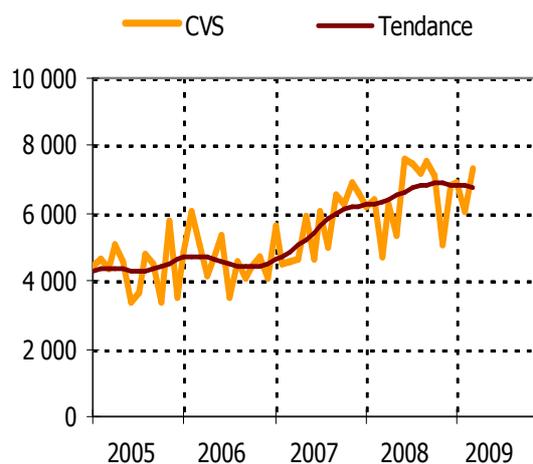
4.1 La consommation des ménages

Importations de biens d'équipement ménager, de vêtements et produits textiles (en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Importations de produits alimentaires (en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



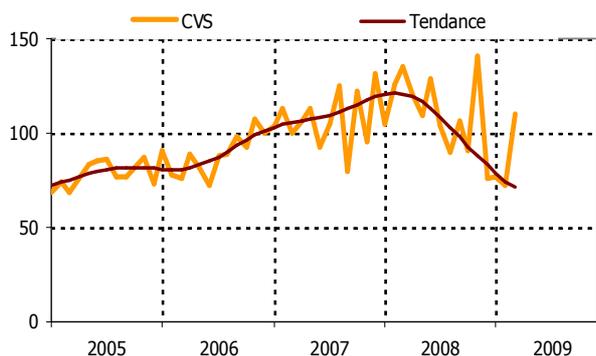
Source : Direction régionale des Douanes

Importations de biens de consommation des ménages, par trimestre, en milliers d'euros

Importations (en milliers d'euros)	1T04	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	1T09/1T08	Σ09/Σ08
Produits alimentaires	8 947	11 386	13 425	12 603	14 720	19 045	23 480	20 592	17 617	-14,4%	19,7%	19,7%
-dont boissons	1 683	1 665	2 153	1 821	1 989	2 471	3 950	2 998	1 762	-41,2%	-11,4%	-11,4%
-dont riz	479	1 032	1 163	1 763	972	2 856	3 279	1 953	2 521	29,1%	159,4%	159,4%
-dont produits laitiers	939	1 298	1 483	1 225	1 196	1 861	2 187	1 596	1 396	-12,5%	16,7%	16,7%
-dont viandes et abats	2 591	3 607	4 505	3 489	4 975	5 624	6 832	7 356	7 165	-2,6%	44,0%	44,0%
-dont ailes et cuisses de poulet	1 293	1 499	1 951	1 376	2 167	2 127	2 756	2 699	2 667	-1,2%	23,1%	23,1%
Vêtements et produits textiles	893	1 236	1 490	1 671	1 714	2 038	2 777	1 782	1 498	-15,9%	-12,6%	-12,6%
Biens d'équipement ménager	714	731	863	1 141	962	1 198	1 596	887	507	-42,8%	-47,3%	-47,3%

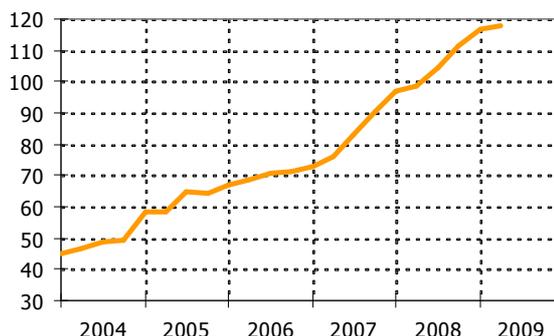
Source : Direction régionale des Douanes

Ventes de véhicules de tourisme
(en nombre – données mensuelles – CVS)



Source : SOREFI

Encours bancaires totaux des crédits à la consommation, contractés sur l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non locaux)
(en millions d'euros – données trimestrielles)



Source : IEDOM

Nombre de véhicules de tourisme vendus, par trimestre

1T04	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	1T09/1T08	Cumul 09	Σ09/Σ08
216	191	225	296	347	355	318	300	248	-17,3%	-28,5%	243	-28,5%

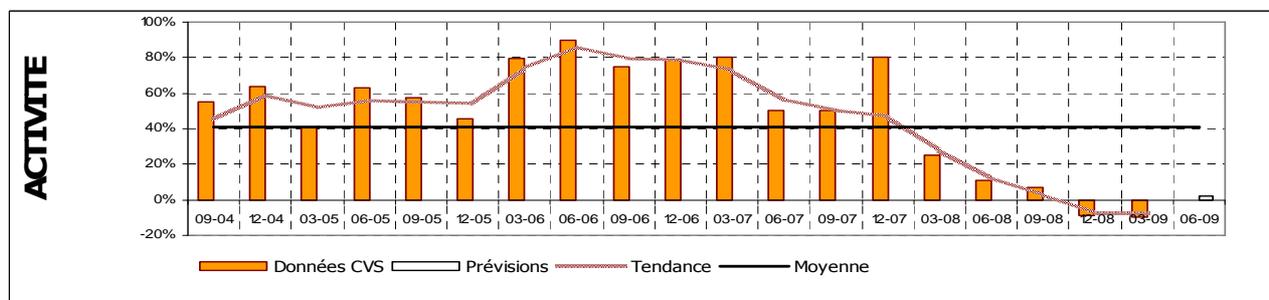
Source : SOREFI

Encours bancaires totaux des crédits à la consommation, contractés sur l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non locaux), en millions d'euros

En millions d'euros	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	mars-09/déc-08	mars-09/mars-08
Crédits à la consommation	46,9	58,6	68,5	75,9	98,5	104,7	111,4	116,7	117,9	1,0%	19,7%

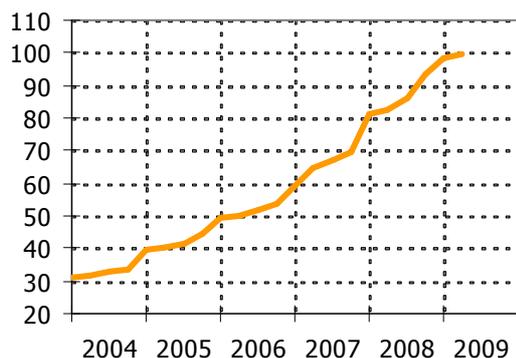
Source : IEDOM

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur du commerce au 30 mars 2009



4.2 L'investissement immobilier des ménages

Encours bancaires totaux des crédits à l'habitat, contractés auprès de l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non locaux) (en millions d'euros, données trimestrielles)



Source : IEDOM

Encours bancaires totaux des crédits à l'habitat contractés auprès de l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non locaux), en millions d'euros

En millions d'euros	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	mars-09/dec-08	mars-09/mars-08
Crédits à l'habitat	31,7	39,9	50,0	64,6	82,5	86,4	93,2	98,5	99,3	0,8%	20,3%

Source : IEDOM

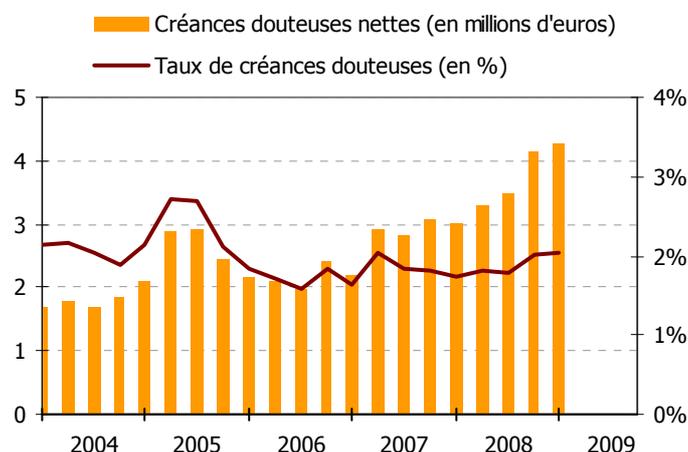
4.3 La vulnérabilité financière des ménages

Créances douteuses nettes des ménages, contractées auprès des établissements de crédit locaux

	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	mars-09/dec-08	mars-09/mars-08
en millions d'euros	1,7	2,1	2,2	2,2	3,0	3,3	3,5	4,2	4,3	2,7%	41,1%
Taux de créances douteuses	2,1%	2,1%	1,8%	1,6%	1,7%	1,8%	1,8%	2,0%	2,0%	0 pt	0,3 pt

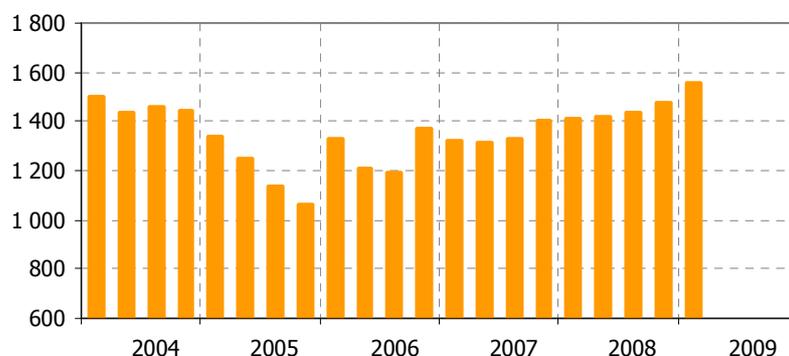
Source : IEDOM

Ratio Créances douteuses nettes / total des crédits accordés aux ménages, contractés auprès des établissements de crédit locaux
(données trimestrielles)



Source : IEDOM

Personnes physiques en interdiction bancaire



mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	mars-09/dec-08	mars-09/mars-08
1 499	1 340	1 328	1 325	1 410	1 421	1 438	1 473	1 558	5,8%	10,5%

Source : Banque de France, Fichier Central des Chèques

5. Sélection d'indicateurs macro-économiques

5.1 Le marché de l'emploi

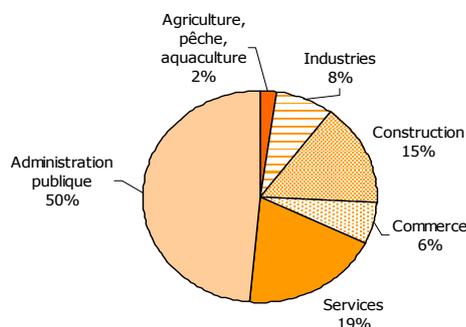
Nombre d'inscrits au Pôle emploi au 1^{er} avril 2009 (toutes catégories confondues): 5 857

Offres d'emploi par secteur d'activité enregistrées par l'ANPE - Pôle Emploi au cours de l'année 2008

décembre-08	enregistrées	satisfaites
Total des offres enregistrées en 2008	3 776	3 329
Agriculture, chasse, sylviculture	45	34
Pêche, aquaculture	38	8
Industries extractives	34	21
Industries manufacturières	240	179
Production et distribution d'électricité, de gaz de vapeur et d'air conditionné	26	21
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	12	12
Construction	591	519
Commerce - réparations automobile et de motocycles	243	152
Transports et entreposage	62	43
Hébergements et restaurations	163	127
Information et communication	38	20
Activités financières et d'assurance	8	6
Activités immobilières	12	11
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	76	56
Activités de services administratifs et de soutien	81	73
Administration publique	1 855	1 858
Éducation	61	47
Santé humaine et action sociale	34	32
Arts, spectacles et activités récréatives	4	3
Autres activités de services	176	128
Activités des ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	22	13
Activités extra-territoriales	-	-
Non renseigné	-	-

Source : ANPE - Pôle Emploi

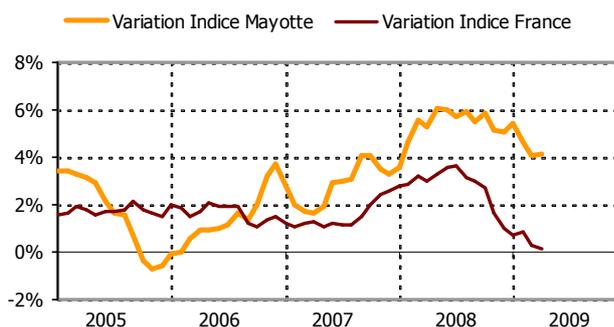
Répartition par secteur d'activité des offres d'emploi enregistrées en 2008



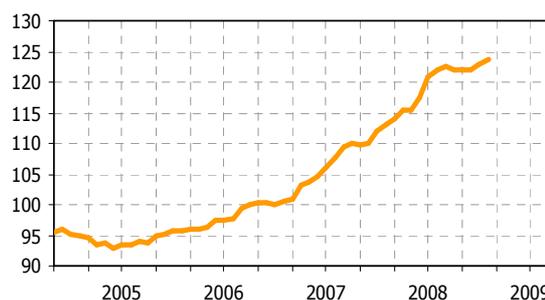
Source : ANPE - Pôle Emploi

5.2 Prix à la consommation, salaires et revenus

Évolution de l'indice des prix à la consommation (variations en glissement annuel)



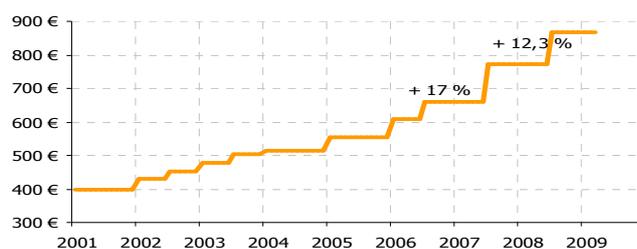
Évolution de l'indice des prix du poste « produits alimentaires et boissons » à Mayotte (base 100 : décembre 06)



Source : INSEE

Source : INSEE

SMIG mensuel net en euros (sur la base de 169 heures travaillées par mois)



Source : DTEFP

En 2008, les cotisations salariales s'élèvent à 6,5 % (4 % au titre de la retraite, 2 % pour l'assurance maladie-maternité, 0,5 % pour l'assurance chômage)

Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) de Mayotte, en euros

SALAIRES (€)	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	mars-09/mars-08
SMIG horaire brut	3,25	3,48	3,83	4,18	4,89	4,89	5,49	5,49	5,49	12,3%
SMIG mensuel brut	549,25	588,12	647,27	706,42	826,41	826,41	927,81	927,81	927,81	12,3%
SMIG mensuel net	516,30	552,83	608,43	660,50	772,69	772,69	867,50	867,50	867,50	12,3%

Source : DTEFP

Évolution des indices des prix à Mayotte

PRIX	Pondération*	mars-05	mars-06	mars-07*	mars-08*	juin-08*	sept.-08*	déc.-08*	mars.-09*	mars.-09/déc.-08	mars.-09/mars-08
Indice général des prix à la consommation (base 100 : décembre 2006)	10 000	96,8	97,3	98,9	104,5	106,1	107,7	108,5	108,7	0,2%	4,0%
Produits alimentaires et boissons	2 712	95,1	95,6	99,9	111,9	115,5	120,9	122,0	122,9	0,7%	9,8%
Produits manufacturés	3 177	98,6	98,5	100,5	101,7	101,7	100,5	101,0	101,7	0,7%	0,0%
Services aux ménages	3 342	96,6	99,2	99,4	103,5	105,1	106,4	107,2	107,3	0,1%	3,7%

Source : INSEE

* A partir de janvier 2007, l'INSEE-Mayotte a procédé à un changement de base (base 100 : décembre 2006 au lieu de 1996). Les comparaisons avec les mois antérieurs à décembre 2006 sont délicates dans la mesure où la nomenclature et la pondération des postes ont également été modifiées.

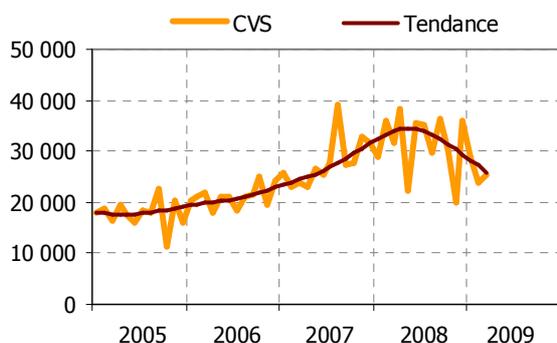
5.3 Commerce extérieur

Échanges commerciaux en valeur, hors hydrocarbures, par trimestre (en milliers d'euros)

En milliers d'euros	1T04	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	1T09/1T08	Cumul 2009	Σ09/Σ08
Importations	40 693	48 897	59 365	69 067	90 450	94 131	103 864	87 078	74 900	-14,0%	-17,2%	74 900	-17,2%
Exportations	703	959	1 398	1 936	1 176	1 074	1 813	1 275	1 235	-3,1%	5,0%	1 235	5,0%
Taux de couverture	1,7%	2,0%	2,4%	2,8%	1,3%	1,1%	1,7%	1,5%	1,6%	+0,1 point	+0,3 point	-	-

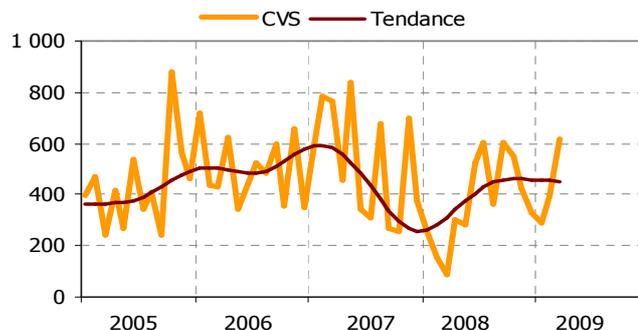
Source : Direction régionale des Douanes

Importations hors hydrocarbures (en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

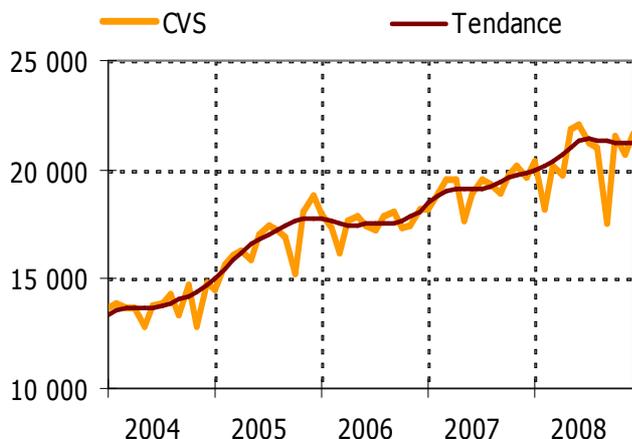
Exportations hors hydrocarbures (en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

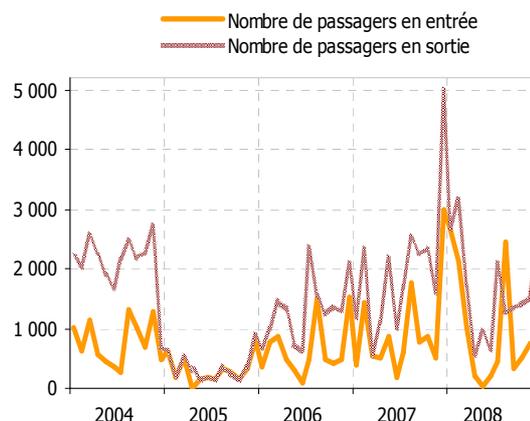
5.4 Les transports¹⁴

Nombre de passagers enregistrés à l'aéroport de Dzaoudzi/Pamandzi (entrées et sorties, hors transit)
(nombre – données mensuelles – CVS)



Source : Direction de l'Aviation civile de Mayotte

Nombre de passagers enregistrés au Port de Mayotte (Dzaoudzi), en entrées et en sorties
(nombre – données mensuelles – brutes)



Source : Direction régionale des Douanes, Recettes de Longoni et de Pamandzi

Évolution du trafic aérien de l'aéroport de Dzaoudzi/Pamandzi, par trimestre

TRAFIC AERIEN	4T03	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08/3T08	4T08/4T07	cumul 08	Σ08/Σ07
Mouvements de vols	824	891	960	787	916	852	1 033	1 297	1 045	-19,4%	14,1%	4 227	13,8%
Nombre de passagers (hors transit)	34 277	38 947	48 150	49 121	54 997	50 916	54 199	83 213	59 295	-28,7%	7,8%	247 623	7,5%
Fret commercial (en tonnes)	309	301	410	497	453	372	453	380	399	5,0%	-11,9%	1 604	-5,1%
Poste (en tonnes)	108	81	79	104	129	123	153	213	164	-23,0%	27,1%	653	49,7%

Source : Direction de l'Aviation civile de Mayotte

¹⁴ Les données du 1^{er} trimestre 2009 non disponibles au moment de la publication

LISTE DES PUBLICATIONS

- La lettre mensuelle de l'IEDOM (12 numéros par an)
 - Le bulletin trimestriel de conjoncture : Suivi de la conjoncture financière
 - Suivi de la conjoncture économique
 - Le rapport annuel :
 - fascicule Mayotte
 - fascicule Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion ou Saint-Pierre-et-Miquelon
 - Le rapport d'activité IEDOM
- Diffusion électronique gratuite sur www.iedom.fr

Les Notes de l'Institut d'émission

- Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007 (décembre 2008)
 - Les filières des déchets en Guadeloupe (octobre 2008)
 - La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (septembre 2008)
 - Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises OM ? (décembre 2007)
 - Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2006 (décembre 2007)
 - Le secteur des transports dans les DCOM (décembre 2007)
 - Compétitivité des ports ultramarins dans leur environnement régional (décembre 2007)
 - La formation du produit net bancaire dans les DOM (octobre 2007)
- Diffusion électronique gratuite sur www.iedom.fr

Les Notes expresses

- N°59 Synthèse de l'année 2008 en Martinique (avril 2009)
 - N°58 La gestion des déchets à la Martinique (avril 2009)
 - N°57 Synthèse de la conjoncture à Saint-Pierre et Miquelon en 2008 (mars 2009)
 - N°56 Synthèse de l'année 2008 en Guadeloupe (mars 2009)
 - N°55 Synthèse de l'année 2008 en Guyane (mars 2009)
 - N°54 Synthèse de l'année 2008 à La Réunion (mars 2009)
 - N°53 Synthèse de la conjoncture à Mayotte en 2008 (mars 2009)
 - N°52 – La gestion des déchets à Mayotte (octobre 2008)
 - N°51 – Le financement bancaire des entreprises en Guyane (juillet 2008)
 - N°50 - La gestion des déchets ménagers et assimilés en Guyane (juillet 2008)
 - N°49 - Le tourisme à la Réunion (janvier 2008)
 - N°48 - Le développement urbain et interurbain en Martinique (décembre 2007)
 - N°47 - Les coopératives agricoles de Guyane (novembre 2007)
 - N°46 - Dean à la Martinique : impact sur le tissu économique (novembre 2007)
- Diffusion électronique gratuite sur www.iedom.fr

Les Notes sectorielles

- Profils sectoriels de sociétés dans les DOM en 2004 : Industrie – BTP – Commerce (décembre 2006)
- Profils d'entreprises dans les DOM en 2002 et 2003 : L'industrie

Ces études sont disponibles à l'agence IEDOM de Mamoudzou : Avenue de la Préfecture BP 500 – 97600 Mamoudzou. Tél : 02.69.61.05.05 – Fax : 02.69.61.05.02 – mél : agence@iedom-mayotte.fr
et à la division Communication au siège de l'IEDOM à Paris : 5, rue Roland Barthes 75598 Paris cedex 12 – Tél : 01.53.44.41.55. Pour des téléchargements gratuits, consulter le site www.iedom.fr

L'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer assure :

- ❖ Des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n° 2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n° 59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « *au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France* » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion ainsi qu'à Mayotte et à Saint Pierre et Miquelon, l'Iedom met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
 - mise en circulation et gestion des billets de banque,
 - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
 - tenues des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
 - mobilisation des créances privées non négociables,
 - information sur les entreprises.

- ❖ Des missions d'intérêt général directement confiées par l'État :
 - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
 - gestion des comptes du Trésor public,
 - surendettement et information du public,
 - un rôle d'observatoire économique.
 - Médiateur départemental du crédit

- ❖ Des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
 - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
 - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
 - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, de Mayotte et de Saint Pierre et Miquelon, l'Iedom joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'Iedom réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'Iedom restitue une partie de ces informations : www.iedom.fr

L'Institut d'émission apporte dans les Dom, à Mayotte et à Saint Pierre et Miquelon ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France. Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Avenue de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 0269.61.05.05 – télécopie : 0269.61.05.02

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : PY.LE BIHAN
Editeur : IEDOM

Achévé d'imprimer en juin 2009

Dépôt légal : juin 2009